Wespath







CONNECTIONAL PENSION SUPPORT







RAPPORT 2026

Unis dans la mission au sein d'une Église universelle

une agence générale de l'Église Méthodiste Unie



Le secrétaire général de Wespath, Andy Hendren, la directrice des investissements, Johara Farhadieh, et Thomas Kemper (consultant chez CPS) rencontrent le personnel, les membres du conseil d'administration et les conjoints survivants du régime de retraite de l'Angola occidental à l'Université méthodiste d'Angola, à Luanda, en juin 2025.

Table des matières

Message du secrétaire général de Wespath 3

Aperçu du soutien aux pensions connexionnel (CPS) 4

Message du directeur des opérations 5

Mises à jour concernant le programme CPS 6

Dialogue avec les responsables des régimes de retraite 8

Collaboration internationale lors du Forum sur les retraites 10

Les rencontres avec les responsables des conférences régionales renforcent les connexions à l'échelle mondiale 11

Gestion du programme CPS 12

Aperçu général des prestations et des régimes individuels 17

- Angola oriental 18
- Angola occidental 20
- Europe centrale et du Sud 21
- Aperçu de l'Afrique de l'Est 22
- Burundi 23
- Kenya-Éthiopie 24
- Rwanda 25
- Ouganda-Soudan du Sud 26
- Aperçu de l'Afrique centrale 27
- Congo Central 28
- Congo Est 29
- Nord Katanga 30
- Sud Congo 31
- Tanganyika 32
- Lettonie 33
- Libéria 34
- Mozambique 35
- Nigeria 36
- Philippines 37
- Sierra Leone 38
- Afrique du Sud 39
- Zimbabwe 40

L'engagement et la générosité des donateurs du CPS 41

Regard vers l'avenir 42

Photos de couverture (de gauche à droite, de haut en bas) : Terezinha Lainda Munuane (Mozambique), révérend Azarias Sefula Inguane (Mozambique), pasteur Joaquim Domingos Joãos (Angola oriental), révérend Longo Flomo (Libéria), révérend Victor Zefanias Mavulule (Mozambique), révérend Sumo Kpowoe (Libéria)

Message du secrétaire général de Wespath

Bonjour,

J'ai le plaisir de partager avec vous le rapport 2026 de Wespath concernant le soutien aux pensions connexionnel, notre bilan biennal consacré à notre ministère de sollicitude au sein de la connexion méthodiste unie à travers le monde.

Je suis extrêmement reconnaissant d'avoir pu assister à l'adoption des amendements constitutionnels relatifs aux conférences régionales lors de la Conférence générale de l'Église Méthodiste Unie (United Methodist Church, UMC) de 2024, un moment historique de changement, qui nous rappelle que l'œuvre de Dieu au sein de l'Église se poursuit avec une détermination inébranlable. Ces changements se reflètent tout au long de ce rapport, y compris par une mise à jour importante concernant le programme lui-même : l'ancien nom du programme chargé de la gestion des régimes de retraite des conférences centrales, Pensions des conférences centrales (Central Conference Pensions), a été remplacé par Soutien aux pensions connexionnel (Connectional Pension Support, CPS) afin de tenir compte de la nouvelle organisation en conférences régionales et des régimes de retraite correspondants.

Bien que le nom ait changé, l'engagement qui est au cœur de notre travail reste le même. Le programme CPS continue de contribuer à fournir une source régulière de revenus de retraite à environ 3 700 membres du clergé et aux membres de leur famille survivants en Afrique, aux Philippines et en Europe. Ces vies ont été façonnées par leur engagement pastoral et les communautés qu'elles servent ont été renforcées.

Une vision inspirée

En juin 2025, je me suis rendu en Afrique avec Johara Farhadieh, directrice des investissements chez Wespath, afin de rendre visite aux Conférences de l'Angola oriental et de l'Angola occidental de l'UMC. Nous avons rencontré des responsables des régimes de retraite, des évêques et des retraités ; nous avons assisté à des cultes avec les habitants de la région ; et nous avons pu constater par nous-mêmes la foi inébranlable des bénéficiaires du programme CPS face aux épreuves de la vie. Johara a magnifiquement su saisir le sens de nos visites auprès des bénéficiaires de pensions :

> « À l'issue de nos visites, j'ai éprouvé une profonde gratitude, non seulement pour l'accueil qui nous a été réservé, mais aussi pour avoir eu la chance de constater de mes propres yeux l'impact du travail de Wespath. Soutenir les responsables spirituels au sein des conférences de l'UMC à travers le monde, c'est précisément la raison d'être de notre engagement. Derrière chaque versement de pension se cache une vie entière au service des autres, et il est de notre devoir de gérer ces ressources avec soin, respect et sens de la mission. »
>
> **– Johara Farhadieh, directrice des investissements chez Wespath**

À vos côtés en période de changement

Ces dernières années ont été marquées par des changements importants au sein de l'Église : des réorganisations structurelles, des changements de leadership et l'évolution des besoins dans les conférences du monde entier. Pourtant, malgré tout cela, notre engagement à cheminer à vos côtés reste inébranlable. Le programme CPS repose essentiellement sur un soutien connexionnel. Le programme est un partenaire fidèle en période de changement, ancré dans une mission commune et soutenu par un partenariat durable.

Nous vous remercions de la confiance que vous accordez à Wespath et de votre collaboration au sein de ce ministère. Ensemble, nous poursuivrons notre chemin, en nous tournant vers de nouveaux départs et en œuvrant avec constance et dévouement pour renforcer la sécurité de la retraite pour les méthodistes unis à travers le monde.

Avec grâce et paix,



Andy Hendren
Secrétaire général et président-directeur général, Wespath
Président, Overseas Pension Corporation

Aperçu du soutien aux pensions connexionnel (CPS)

Le programme CPS trouve son origine lors de la Conférence Générale de 2000, lorsque les responsables de l'Église Méthodiste Unie ont mis en place un groupe de travail composé d'évêques et de secrétaires généraux afin de remédier au manque de sécurité de la retraite pour les membres du clergé dans de nombreuses conférences régionales. Quatre ans plus tard, *le Livre de la discipline (The Book of Discipline)* a été modifié afin d'autoriser officiellement l'Initiative relative aux retraites des conférences centrales (Central Conference Pension Initiative, CCPI) à mettre en place des régimes de retraite en dehors des États-Unis, sous la direction de Wespath.

Après avoir atteint avec succès son objectif de collecte de fonds de 25 millions de dollars en 2013, le programme a été rebaptisé « Pensions des conférences centrales » (Central Conference Pensions) et s'est orienté vers le développement, la gestion et le soutien à long terme des régimes de retraite. Aujourd'hui, sous son nouveau nom « Soutien aux pensions connexionnel », le programme reflète l'évolution de la structure de l'Église tout en poursuivant son engagement de longue date à prendre soin de ceux qui ont servi au sein du ministère.

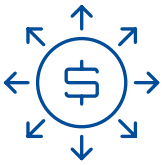
Le programme CPS collabore avec les responsables régionaux pour renforcer la pérennité des régimes et étendre la sécurité de la retraite à long terme. Bien que le soutien du CPS à ces programmes demeure stable, la pérennité et la capacité administrative varient selon les régimes. Dans le cadre de son engagement continu en faveur de la bonne gestion et de la réactivité, l'équipe du CPS de Wespath évalue régulièrement les stratégies de financement afin de s'assurer qu'elles répondent aux besoins en constante évolution des régimes et des communautés qu'elles servent.

Le programme CPS a démontré ce qu'il est possible de réaliser lorsque les méthodistes unis s'unissent au-delà des frontières dans le cadre d'une mission commune, renforçant ainsi la capacité de l'Église à prendre soin de ceux qui œuvrent avec dignité, compassion et solidarité.

Le CPS en chiffres



Plus de 28,5 millions USD
de dons reçus au total
depuis le lancement jusqu'au 30 juin 2026



Plus de 19,2 millions USD
de fonds de retraite versés
entre le 1er janvier 2007 et le 30 juin 2026



Plus de 6 600
membres du clergé en activité



Plus de 3 700
retraités et conjoints survivants
bénéficiant d'un soutien



69 conférences annuelles
au sein des conférences régionales
bénéficient d'une aide financière par le biais du CPS

Cliquez ici ou scannez le code QR pour découvrir d'autres ressources sur la mission et l'histoire du programme CPS.

Message du directeur des opérations

Au sein de l'Église Méthodiste Unie à l'échelle mondiale, le ministère consistant à prendre soin de celles et ceux qui ont servi exige à la fois compassion et engagement. Cette vocation est au cœur même du programme CPS de Wespath : contribuer à assurer un revenu de retraite aux membres du clergé et aux familles survivantes qui ont consacré leur vie au ministère.

En mars 2025, j'ai eu l'occasion de me rendre à Maputo, au Mozambique, où j'ai rencontré le révérend Filimao Vilanculo, responsable des prestations des trois conférences annuelles du Mozambique, ainsi que les bénéficiaires de pensions, y compris des pasteurs à la retraite, des conjoints survivants et leurs familles. Le fait d'écouter leurs témoignages m'a fait prendre pleinement conscience que derrière chaque versement de prestations se cache une vie de service fidèle, et que le soutien apporté par le programme CPS revêt un caractère profondément personnel. Pour beaucoup, ces prestations ne sont pas simplement utiles ; elles sont indispensables. J'ai été ravi d'accueillir le révérend Filimao chez Wespath plus tard en 2025. Sa visite a mis en évidence la solidité du partenariat entre la direction du CPS et les conférences régionales (voir l'article à la **page 11**).

Plus tard dans l'année, j'ai rejoint l'équipe du CPS à Manille, aux Philippines, à l'occasion du Forum biennal sur les régimes de retraite. Cette réunion a rassemblé des responsables des régimes de retraite, des trésoriers, des membres des Conseils des pensions et des présidents de conseil d'administration, issus de conférences régionales aux Philippines, en Afrique et en Europe. Ces échanges ont clairement mis en évidence que, bien que la situation de chaque régime de retraite soit unique, il existe un engagement partagé en faveur du renforcement durable de ces régimes.

Cet esprit de partenariat est important. La pérennité à long terme de ces régimes de retraite repose sur une surveillance rigoureuse, une transparence accrue et une collaboration constante entre les régions locales, qui sont les organismes promoteurs effectifs de ces régimes, et Wespath. Dans ce rapport, vous trouverez un point sur la situation des régimes de retraite ainsi que des informations financières visant à identifier leurs forces, à mettre en lumière les zones de risque et à favoriser une prise de décision éclairée. Ce travail n'est pas toujours facile, mais il est nécessaire si nous voulons rendre hommage aux membres du clergé, aux conjoints et aux familles qui dépendent de ces prestations.

Le programme CPS continue d'incarner le soutien connexionnel : constant, fidèle et ancré dans notre responsabilité commune de prendre soin de ceux qui sont au service des autres. Les témoignages et les données présentés dans ce rapport mettent en évidence à la fois les progrès réalisés et le travail qui reste à accomplir. Je vous suis reconnaissant de votre partenariat au sein de ce ministère, et je prie pour qu'ensemble nous continuions à consolider ces plans pour les générations à venir.



Bill Kavanaugh
Directeur des opérations, Wespath
Vice-président, Overseas Pension Corporation



Bill Kavanaugh, directeur des opérations de Wespath, et Thomas Kemper (consultant du CPS), en compagnie du responsable des prestations, le révérend Filimao Vilanculo, et de bénéficiaires des pensions de la région épiscopale du Mozambique, au domicile de Joaneta Esteves Timbe, bénéficiaire du programme CPS, à Maputo, au Mozambique, en mars 2025.

Mises à jour concernant le programme CPS

Un nouveau nom de programme

Suite à l'adoption par l'UMC du principe de régionalisation mondiale, le terme « conférence centrale » est devenu obsolète, ces instances ayant été redéfinies comme des « conférences régionales ». Conformément à ce changement de dénomination, Wespath a entrepris un processus visant à renommer le programme Pensions des conférences centrales (Central Conference Pensions, CCP). Wespath a souhaité s'assurer que le nom du programme reflète la nouvelle structure tout en conservant son sens pour un public international. Étant donné que les « conférences régionales » englobent désormais également les États-Unis, en plus des anciennes conférences centrales, il ne semblait pas approprié de se contenter de changer le nom en « Pensions des conférences régionales ». En conséquence, l'équipe a lancé un processus de consultation afin de trouver un nouveau nom pour le programme. Des noms potentiels ont été recueillis auprès de diverses sources, y compris le personnel de Wespath, les membres du conseil d'administration et d'autres parties prenantes. Parmi celles-ci, trois options principales ont été retenues. Afin de garantir une participation à l'échelle mondiale et de favoriser l'appropriation parmi les bénéficiaires du programme, Wespath a invité les responsables et les dirigeants des régimes de retraite en Afrique, en Europe et aux Philippines à classer par ordre de préférence les trois options proposées.

« Soutien aux pensions connexionnel » s'est imposé comme le choix numéro un tant pour l'équipe de Wespath qui soutient ce travail que pour le groupe de responsables et de dirigeants des régimes de retraite interrogés. Le terme « connexionnel » rend hommage aux origines du programme, qui est une initiative à l'échelle de la dénomination, ancrée dans la tradition méthodiste unie de mission partagée et de soutien collectif. Le terme « soutien » recouvre l'ensemble des activités du programme, non seulement l'aide financière, mais également les services de conseil, les évaluations actuarielles, la gestion des investissements et les audits qui soutiennent les régimes de retraite à l'échelle mondiale. Les membres du conseil d'administration de l'Overseas Pension Corporation (OPC), qui gère le programme de retraite, ont approuvé par consensus par e-mail le nouveau nom du programme « Soutien aux pensions connexionnel ». Le nouveau nom a été annoncé à l'Église par le biais d'un communiqué de presse le 11 mai 2026. Le nouveau logo CPS reflète également visuellement la mission du programme. La carte du monde symbolise la portée mondiale du programme et la connexion qui l'unit à l'ensemble de l'UMC, tandis que l'emblème de l'UMC, composé d'une Croix et d'une Flamme représente son ancrage dans la mission commune de la dénomination et son engagement auprès de celles et ceux qui la servent.

Promoteurs des régimes de retraite ne faisant plus partie de l'UMC

Contrairement aux rapports biennaux précédents, ce rapport ne contient pas de résumé des régimes de retraite de l'Eurasie et de la Côte d'Ivoire. La région épiscopale d'Eurasie a mené à bien le processus disciplinaire visant à quitter l'UMC pour devenir une Église méthodiste autonome, l'Église méthodiste chrétienne d'Eurasie, suite à une décision de la Conférence Générale en 2024 et à la ratification par la Conférence centrale d'Europe du Nord et d'Eurasie en avril 2025. À l'issue de la Conférence Générale de 2024, la Conférence annuelle de Côte d'Ivoire a voté en faveur de son retrait de l'UMC pour devenir l'Église méthodiste de Côte d'Ivoire.

Le programme CPS n'est pas en mesure d'assurer un financement continu ni de fournir, à titre gratuit, des services de conseil, d'évaluation, d'audit et autres services similaires aux régimes de retraite n'appartenant pas à l'Église Méthodiste Unie. Wespath s'attend à ce que ces régimes de retraite honorent leurs obligations au titre du service accompli au sein de l'Église méthodiste unie avant la survenue de ces séparations.

CONNECTIONAL PENSION SUPPORT

Cliquez ici ou scannez le code QR pour lire le communiqué de presse concernant le changement de nom du programme.

En collaboration avec les actuaires consultants de Willis Towers Watson, le conseil d'administration de l'OPC a confirmé qu'il verserait aux régimes de retraite dont la conférence ou la région épiscopale a quitté l'UMC une somme finale égale au montant le plus faible entre le déficit de capitalisation du régime au titre des services rendus au sein de l'Église Méthodiste Unie et la valeur actuelle des futurs fonds de soutien aux pensions du CPS, calculée sur la base des niveaux de financement actuels.

Le conseil d'administration de l'OPC a également approuvé l'octroi éventuel d'une subvention finale de soutien administratif aux conférences ou aux régions épiscopales qui ont quitté l'UMC conformément à la procédure disciplinaire prévue au paragraphe 572 du *Livre de la discipline*. Ces versements étaient subordonnés à la signature, par les responsables de la conférence ou de la région qui se séparait, d'une déclaration sous serment attestant que les fonds seraient utilisés pour contribuer au versement des prestations de retraite acquises au titre du service au sein de l'Église Méthodiste Unie.

En conséquence, l'Église méthodiste de Côte d'Ivoire a reçu une indemnité finale calculée sur la base de la valeur future du soutien aux pensions du CPS comme si l'Église était restée membre de l'Église Méthodiste Unie. Selon la dernière évaluation actuarielle, le régime de retraite d'Eurasie a été entièrement financé, mais une subvention finale a été accordée à titre de soutien administratif afin de couvrir les coûts liés au versement des pensions pour les années de service au sein de l'Église Méthodiste Unie antérieures à la séparation. Les régimes de retraite d'Eurasie et de la Côte d'Ivoire figuraient parmi les régimes les mieux financés et les mieux gérés soutenus par le programme CPS.

Soutien connexionnel et engagement mondial en période de changement

Ces dernières années, de nombreux changements ont eu lieu au sein du personnel chargé des retraites et parmi les membres du Conseil des pensions, en raison de changements au sein de la direction épiscopale, de la création de nouvelles régions épiscopales, de décès, de la réaffectation du personnel chargé des retraites à de nouvelles fonctions, de la désaffiliation de l'UMC, ou encore de l'expiration des mandats et de la nomination de nouveaux dirigeants. Lors du Forum sur les retraites de novembre 2025, organisé à Manille sous l'égide de Wespath, la moitié des 36 participants occupaient leur poste depuis peu et n'avaient pas assisté au dernier Forum sur les retraites, lequel s'était tenu à Nairobi en 2023. Dans certains cas, le personnel nouveau et inexpérimenté ne bénéficiait que de peu, voire d'aucun accompagnement pendant la période de transition ; dans certains services, il n'avait même pas accès aux dossiers antérieurs. L'équipe du CPS estime donc qu'il est nécessaire de mettre à disposition des documents d'orientation et d'intégration destinés aux personnes qui commencent à travailler dans le domaine des régimes de retraite. Le Forum sur les retraites est un moyen pour Wespath de répondre à ce besoin ; il offre aux responsables des régimes de retraite des opportunités d'orientation, de formation, d'apprentissage entre pairs et de collaboration afin de renforcer la gestion et la pérennité des régimes.



Tori Luke (organisatrice de réunions et d'événements), Frederick Hyland et Michelle Robinson de Wespath en compagnie d'étudiants de l'Université chrétienne des Philippines, que les participants au Forum sur les retraites ont visités à Manille, aux Philippines, en novembre 2025, à l'issue de leur première journée de réunions.

Dialogue avec les responsables des régimes de retraite

Le soutien actif du régime de retraite par les évêques résidents au sein de chaque région épiscopale est essentiel pour garantir son succès à long terme et renforcer la viabilité des régimes locaux. Les changements importants et le renouvellement des principaux responsables du personnel chargé des retraites au cours des dernières années soulignent la nécessité pour les évêques de s'impliquer dans la supervision et la sélection des nouveaux collaborateurs chargés de diriger le régime de retraite au sein de leur région épiscopale. L'équipe du CPS s'est montrée particulièrement vigilante au cours de la dernière période quadriennale, en rencontrant directement les évêques et en passant en revue les enjeux et défis actuels de leurs régions respectives. L'équipe du CPS a rencontré les nouveaux évêques lors des réunions du Conseil des évêques d'avril 2025 et d'avril 2026, afin de discuter de la manière dont les bureaux épiscopaux peuvent contribuer à la pérennité de leur régime de retraite.

Les partenariats avec les évêques et d'autres responsables des régimes de retraite se sont révélés essentiels pour aider les régions épiscopales à procéder à des révisions importantes de leurs régimes ou à envisager des modifications basées sur l'évolution du paysage des solutions de retraite. Alors que l'équipe du CPS continue de travailler avec les promoteurs de régimes locaux en vue d'assurer la pérennité de ces derniers, les responsables des régimes de retraite seront amenés à collaborer pour trouver des solutions adaptées et mettre en œuvre efficacement les changements nécessaires au sein de leur régime de retraite.

Automne 2024

Renforcer les connexions aux Philippines

Les membres de l'équipe du CPS ont rencontré les responsables des conférences régionales aux Philippines afin de renforcer les relations et d'explorer les possibilités de collaboration. La visite a conduit à la décision d'organiser pour la première fois aux Philippines le Forum sur les retraites en 2025.



(De gauche à droite) : Michelle Robinson de Wespath ; l'évêque Tracy Smith Malone (alors présidente du Conseil des évêques) ; Liz Mariano (présidente du Conseil des pensions de la Conférence régionale des Philippines) ; et Thomas Kemper (consultant du CPS).

Février 2025

Faire progresser la pérennité au Libéria

La Conférence annuelle du Libéria a approuvé à l'unanimité un nouveau régime de retraite axé sur la pérennité à long terme. Les changements, élaborés au terme de plus d'un an de collaboration entre les responsables de la conférence, le Conseil des pensions et l'équipe du CPS, sont entrés en vigueur en avril 2025.



La 192e session de la Conférence annuelle du Libéria, à Gbarnga, au Libéria.

Mars-avril 2025

Gérer les transitions de leadership en Afrique

Les responsables du CPS ont participé à la réunion de la Conférence régionale d'Afrique, au cours de laquelle quatre nouveaux évêques ont été élus et la structure régionale a été réorganisée. Des réunions de suivi tenues à Chicago ont permis de poursuivre les échanges sur la pérennité des systèmes de retraite et sur l'accompagnement lors des transitions de leadership.



Bill Kavanaugh, de Wespath, en compagnie de la révérende Dr Aleze M. Fulbright, assistante exécutive de l'évêque de la Conférence de l'Indiana, Tracy S. Malone, lors de la 14e session quadriennale de la Conférence régionale d'Afrique (anciennement la Conférence centrale d'Afrique) à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Février-mars 2026

Renforcer les relations en Afrique de l'Ouest

Les visites effectuées en Sierra Leone et au Libéria ont porté principalement sur le renforcement de la gestion, de la gouvernance et de la communication des pensions. Les rencontres avec les responsables, les retraités et les conjoints survivants ont renforcé l'importance d'assurer la pérennité des régimes et de maintenir un accompagnement continu des participants.



Les membres de l'équipe du CPS rencontrent des responsables, des retraités et des conjoints survivants en Sierra Leone.

Mars-juin 2025

Écouter, apprendre et renforcer les partenariats

Les responsables du CPS ont continué à rencontrer directement les responsables des conférences et les participants aux régimes de retraite. Au Mozambique, les échanges avec les responsables locaux et les bénéficiaires des prestations ont offert un aperçu direct de la manière dont les prestations de retraite soutiennent le personnel pastoral retraité et leurs familles.

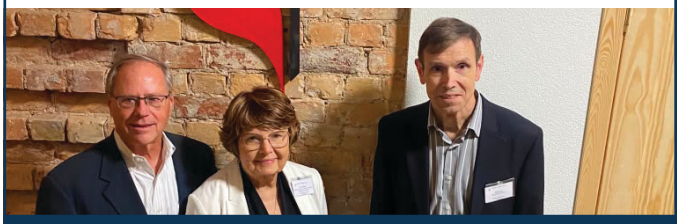


(De gauche à droite) : Johara Farhadieh et Andy Hendren de Wespath, l'évêque Gaspar João Domingos et Thomas Kemper (consultant du CPS) se sont réunis à Luanda, dans la région épiscopale de l'Angola occidental.

Août 2026

Renforcer les partenariats en Lettonie

Les membres de l'équipe du CPS ont participé à la Conférence annuelle de Lettonie afin de rencontrer les responsables de la conférence et des régimes de retraite, et de discuter de la poursuite du soutien apporté au régime de retraite pour la Lettonie. Cette visite a également été l'occasion de rencontrer la révérende Gita Medne, aujourd'hui à la retraite, qui a contribué à la mise en place du régime de retraite entre 2012 et 2013.



(De gauche à droite) : Ross Lundstrom de Wespath, la révérende Gita Medne (ancienne surintendante de district pour la Lettonie) et Dale Jones de Wespath.

Collaboration internationale lors du Forum sur les retraites

En novembre 2025, l'équipe de Wespath a organisé le Forum biennal sur les retraites, à Manille, aux Philippines ; c'était la première fois que cet événement se déroulait hors d'Afrique. Cet événement de cinq jours a réuni des responsables des régimes de retraite, des trésoriers et des membres du Conseil des pensions des Philippines, d'Afrique et d'Europe.

Chaque journée commençait par un moment de recueillement, ce qui permettait d'ancrer les discussions dans un sens commun de la mission. Les sessions ont porté sur des sujets tels que la conception des régimes de retraite, les évaluations actuarielles, les pratiques d'audit et les tendances mondiales en matière de systèmes de retraite. Les participants ont également pris part à des discussions individuelles avec le personnel du CPS afin d'aborder les besoins spécifiques liés à leurs régimes.

Les commentaires des participants ont mis en évidence un fort engagement et une satisfaction générale quant à l'expérience vécue lors du Forum sur les retraites. Presque tous les participants ont indiqué que leurs attentes avaient été satisfaites, voire dépassées, et ont souligné comme points positifs la clarté des présentations, la pertinence du contenu par rapport aux défis concrets, ainsi que l'ouverture et la disponibilité du personnel de Wespath.

Les participants ont apprécié cette occasion d'approfondir leur compréhension de la gestion des régimes de retraite, de leur gouvernance et de leur pérennité à long terme, tout en échangeant des idées et des expériences avec leurs homologues d'autres régions. Les participants qui assistaient à l'événement pour la première fois ont souligné l'importance de l'apprentissage de base, tandis que les participants de retour ont apprécié les occasions d'explorer des sujets techniques et de partager les bonnes pratiques.

Par ailleurs, les commentaires ont mis en évidence les possibilités d'améliorer le Forum, notamment le souhait de consacrer davantage de temps aux discussions, à l'apprentissage entre pairs et aux échanges en petits groupes afin d'aborder les défis spécifiques à chaque contexte. Ces informations contribueront à façonner les prochains Forums, alors que le Forum continue de se développer à la fois en tant que ressource de formation et en tant que communauté d'apprentissage collaborative.

Faisant le point sur cette rencontre, Bill Kavanaugh, directeur des opérations, a déclaré : « Même s'il reste encore du travail à accomplir pour assurer la pérennnité des régimes de retraite des conférences régionales, il ne fait aucun doute que ces participants sont des serviteurs empreints de foi, pleinement investis dans la réussite de leurs régimes locaux. »

Entre les sessions, les participants ont partagé des moments de fraternité et d'engagement auprès du ministère, notamment lors de visites à l'hôpital Mary Johnston et auprès du ministère pour les sans-abris de l'église Knox UMC à Manille. Ils y ont distribué des paniers-repas aux personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les quartiers locaux, renforçant ainsi les relations au sein de la connexion.



En novembre 2025, l'équipe de Wespath a organisé le Forum sur les retraites biennal à Manille, aux Philippines.

Les rencontres avec les responsables de la conférence régionale renforcent les connexions à l'échelle mondiale

Dans le cadre de son engagement continu en faveur du soutien axé sur les liens, Wespath accueille dans ses locaux américains situés à Glenview, dans l'Illinois, des responsables des régimes de retraite et des dirigeants d'église issus de l'ensemble de la connexion méthodiste unie à l'échelle mondiale. Ces visites constituent des occasions précieuses de renforcer les relations, de partager des connaissances et d'explorer les moyens de répondre aux besoins en constante évolution des régimes de retraite et des communautés qu'ils servent.

Août 2025

Accueil des dirigeants du Mozambique à Wespath

Le révérend Filimao Vilanculo, responsable des prestations des trois conférences annuelles au Mozambique, a passé une semaine dans les locaux de Wespath. Sa visite a mis en évidence la solidité du partenariat entre la direction du CPS et les conférences régionales, en offrant l'occasion de mener des discussions stratégiques et de renforcer les liens.

Le révérend Vilanculo a rencontré des membres de l'équipe du CPS et la direction de Wespath afin de discuter de la gestion des régimes, des questions de financement et de la nécessité croissante de prendre en compte la couverture santé des membres du clergé parallèlement au soutien en matière de retraite. Les échanges avec les équipes actuarielles et celles chargées du service client ont permis de mieux comprendre les stratégies de financement et les pratiques opérationnelles.



Le révérend Filimao Vilanculo (responsable des prestations des trois conférences annuelles au Mozambique) présente le programme de retraite du Mozambique au personnel de Wespath à Glenview, dans l'Illinois.

La visite a également été l'occasion de moments de convivialité et d'échanges avec le personnel de Wespath, ce qui a permis de parvenir à une compréhension commune de l'impact mondial du travail du CPS. Lors de l'événement spécial « Called to Serve » organisé par Wespath, le révérend Vilanculo a partagé ses réflexions sur la vie au Mozambique, notamment sur la culture et les défis de ce pays, ainsi que sur les expériences vécues par les membres du clergé à la retraite et leurs familles dans son pays. Il est également revenu sur son parcours personnel au service des autres. Il a également participé à la réunion estivale annuelle du personnel de Wespath, où il a pu échanger avec les employés dans un cadre plus décontracté.

Septembre 2025

Collaboration avec les responsables des régimes de retraite des Philippines

Ned Canlas, trésorier de la Conférence régionale des Philippines, s'est rendu chez Wespath afin de discuter du régime de retraite des Philippines avec l'équipe du CPS, en se concentrant sur l'évaluation actuarielle, les aspects liés au financement et la stratégie d'investissement. Au cours de sa visite, Ned a également participé à la réunion consacrée au paragraphe 717 organisée par Wespath en septembre 2025, afin d'entamer une discussion sur les modifications proposées au paragraphe 717 (le paragraphe 717 du *Livre de la discipline* traite des investissements durables et socialement responsables).

Les réunions avec les équipes d'actuariat et d'investissement de Wespath ont permis d'explorer des solutions pratiques pour appuyer la pérennité à long terme des régimes. Ces échanges ciblés ont souligné l'importance de doter les responsables des régimes de retraite des outils et des connaissances nécessaires pour concilier à la fois les réalités locales et les enjeux financiers mondiaux.



L'équipe du CPS et Ned Canlas (trésorier de la Conférence régionale des Philippines) discutent du régime de retraite des Philippines avec Joe Halwax, directeur général senior des services d'investissement institutionnel chez Wespath, à Glenview, dans l'Illinois.

Février 2026

Dialogue continu avec les dirigeants du Congo central

Joseph Tunda Museu, responsable des régimes de retraite pour la région épiscopale du Congo central, et son épouse, Symphorose, ont effectué une courte visite chez Wespath en février 2026. Les discussions ont porté sur la gestion des régimes de retraite et les options d'investissement, ainsi que sur l'approche de Wespath en matière d'investissement durable dans un contexte mondial.

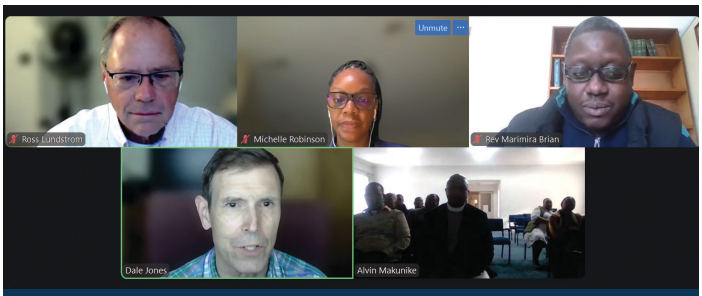


(De gauche à droite) : Dale Jones de Wespath, Joseph Tunda Museu (responsable des régimes de retraite pour la région épiscopale du Congo central), l'épouse de Joseph, Symphorose, et Michelle Robinson de Wespath, dans les locaux de Wespath à Glenview, dans l'Illinois.

Avril 2026

Entretiens avec les évêques lors de la réunion du Conseil des évêques

Comme indiqué, le soutien et l'implication de l'évêque peuvent constituer un facteur déterminant pour la réussite d'un régime de retraite. Les échanges qui ont eu lieu lors de la réunion du Conseil des évêques à Jacksonville, en Floride, ont offert de nouvelles occasions d'aborder les questions relatives à la pérennité du régime de retraite, notamment la gouvernance du régime, les défis liés à son financement, les questions administratives ainsi que d'éventuelles révisions ou alternatives concernant ce régime. Les réunions prévues ainsi que quelques conversations spontanées ont permis d'obtenir des informations et des mises à jour provenant de plusieurs régions épiscopales à travers l'Afrique. Les discussions ont également porté sur les conclusions d'audit, les difficultés liées aux contraintes en matière de ressources, les cadres réglementaires et l'impact de l'instabilité régionale.



Lorsque les visites en personne ne sont pas possibles, l'équipe du CPS rencontre les responsables des régimes de retraite par visioconférence. Sur la photo : l'équipe du CPS de Wespath rencontre le révérend Brian Marimira (président du Conseil des pensions de la Conférence régionale d'Afrique australe) lors d'un événement destiné aux pasteurs de la Conférence régionale d'Afrique australe.

Gestion du programme CPS

Les régimes de retraite du programme CPS sont « détenus » par la région épiscopale ou la conférence régionale dans laquelle le régime est mis en œuvre, appelée « promoteur du régime ». Bien que Wespath administre le programme CPS et agisse en qualité de fiduciaire du fonds de dotation du CPS, il incombe en dernier ressort à l'organisme promoteur de respecter le document de son régime ainsi que les exigences réglementaires locales, et de veiller à ce que les prestations de retraite soient mises à la disposition des membres du clergé qui servent fidèlement l'UMC. Le fonds de dotation du CPS est l'ensemble des fonds collectés et investis qui soutient le programme CPS et permet à Wespath d'apporter une aide financière aux régimes de retraite dans les conférences régionales.

L'équipe du CPS de Wespath est composée de membres du personnel de Wespath et d'un consultant, avec le soutien de Bill Kavanaugh, directeur des opérations de Wespath, d'Andy Hendren, secrétaire général, du conseil d'administration de Wespath et du conseil d'administration de l'OPC, une filiale de Wespath. Wespath s'est efforcé, au cours du dernier quadriennat, de mettre à profit d'autres secteurs de l'organisation au bénéfice du programme CPS. Les services actuariels, les services d'investissement, les services marketing et communication, ainsi que le service client de Wespath ont renforcé leur soutien au programme CPS. Par exemple, la prochaine série de rapports actuariels biennaux (contenant des données à la fin de l'année 2026) sera établie au sein de Wespath plutôt que par un prestataire externe.

Membres de l’équipe du CPS chez Wespath



Dale Jones
Directeur général,
Relations avec les églises



Ross Lundstrom,
Responsable des
relations avec les églises



Michelle Robinson,
Spécialiste principale des
relations avec les églises



Thomas Kemper
Consultant du CPS

L’illustration suivante vous en dit davantage sur la manière dont le programme CPS est mis en œuvre au service des participants.

Personnel de Wespath

- Conseil en matière de planification et de gestion
- Gestion des investissements, conseil et assistance (offre de services facultatifs)
- Éducation et formation des agents chargés des retraites et des conseils des pensions

Régime de retraite

- Gestion du régime
- Soutien et éducation des participants
- Conformité du régime, aspects juridiques et enregistrement local
- Supervision des investissements et des actifs des régimes de retraite individuels

Financé par le CPS

- Services d’audit
- Rapports d’évaluation actuarielle biennaux
- Soutien financier destiné aux versements des pensions et à la prise en charge des frais de gestion du régime

Participants

CONNECTIONAL PENSION SUPPORT

Le programme CPS s’adresse aux régimes de retraite des pays relevant des conférences régionales.



Soutien au programme CPS

Grâce au fonds de dotation du CPS, le programme apporte deux types d'aide financière aux régions épiscopales locales, destinés spécifiquement au régime de retraite : une aide au versement des prestations et des fonds administratifs.

Conformément à l'accord conclu avec chaque région épiscopale, Wespath apporte un soutien financier couvrant une partie des prestations versées aux retraités et aux conjoints survivants au titre du régime de retraite, principalement pour les droits acquis avant la mise en place du programme ainsi que pour une partie des droits acquis depuis le lancement du programme. Tous les régimes du programme sont des régimes contributifs, ce qui signifie qu'ils sont alimentés par les cotisations des participants, de l'église et, éventuellement, de la conférence annuelle ou de la région épiscopale ; ces cotisations sont accumulées et utilisées pour couvrir les besoins en matière de versement des prestations au-delà de ce qui est prévu par le programme CPS, conformément aux modalités définies lors de la mise en place initiale du régime. Les cotisations perçues et versées constituent un élément essentiel pour assurer le financement intégral des prestations de retraite à long terme. Wespath surveille de près les déficits constatés dans certains régimes, qui obligeront certaines régions épiscopales à trouver des ressources financières par d'autres moyens, ce qui pourrait s'avérer difficile pour de nombreux promoteurs du régime.

Par ailleurs, le programme CPS alloue régulièrement des fonds destinés aux dépenses administratives. Ceux-ci sont destinés à couvrir une partie des frais de gestion du régime de retraite, un soutien financier supplémentaire étant apporté par la région épiscopale. Ces fonds sont limités et proviennent de sources autres que les généreux dons versés par l'ensemble de l'Église pour financer le versement des pensions. C'est pourquoi il est régulièrement rappelé à toutes les régions épiscopales et à tous les promoteurs du régime soutenus par le CPS qu'ils doivent constituer une réserve pour faire face aux besoins futurs, car les fonds administratifs sont limités et ne peuvent être considérés comme disponibles indéfiniment.

Le soutien du CPS ne se limite pas aux contributions financières. Le programme a conclu un contrat avec Holbrook Global Limited afin que cette société effectue, tous les trois ans, des visites sur place et des audits de la plupart des régimes de retraite. Ces audits approfondis menés sur place permettent de vérifier le respect des procédures administratives et du règlement du régime de retraite, le versement, en temps voulu et sans erreur, des prestations aux retraités et aux conjoints survivants, ainsi que l'existence de contrôles adéquats. Les principaux responsables des régimes de retraite, ainsi que l'évêque à titre d'information, reçoivent un rapport écrit soulignant les points devant être traités par la direction de l'organisme promoteur du régime.

Wespath réalise également des évaluations actuarielles tous les deux ans. Ces évaluations permettent d'évaluer le coût du régime de retraite par rapport aux actifs qui devraient être disponibles au fil du temps pour couvrir les besoins liés au versement des prestations. Les données communiquées comprennent les niveaux de financement actuels et futurs prévus, les flux de trésorerie annuels, les déficits prévisionnels, les cotisations prévues au-delà du montant nécessaire au versement des prestations actuelles afin d'assurer le financement intégral du régime dans un délai de 15 ans à compter de la date de l'évaluation, et bien d'autres éléments encore. Ces informations ont pour but d'aider les responsables des régimes de retraite, les présidents des Conseils des pensions et les évêques à orienter leurs régimes de retraite vers la viabilité.



Les bénéficiaires du programme CPS de la région épiscopale du Nigeria se réunissent pour discuter du versement des pensions.

Pérennité des régimes de retraite

Sans mesures proactives, certains régimes de retraite risquent de connaître une instabilité financière, ce qui pourrait priver les retraités actuels et futurs, ainsi que leurs familles, des revenus de retraite dont ils dépendent. Toutefois, grâce à une gouvernance solide, à un financement adéquat, à un suivi rigoureux et à des réformes mises en œuvre en temps opportun, les régimes de retraite peuvent évoluer vers une pérennité et une stabilité à long terme.

Bien que certains régimes se heurtent à des difficultés d'ordre administratif, les problèmes de pérennité les plus courants et les plus urgents sont d'ordre financier. Plus précisément, de nombreux régimes de retraite ne génèrent pas de revenus suffisants pour couvrir le coût des prestations en cours d'acquisition. Des lacunes dans la gestion du régime, telles qu'une tenue des registres incomplète ou inexacte, peuvent aggraver encore ces difficultés financières.

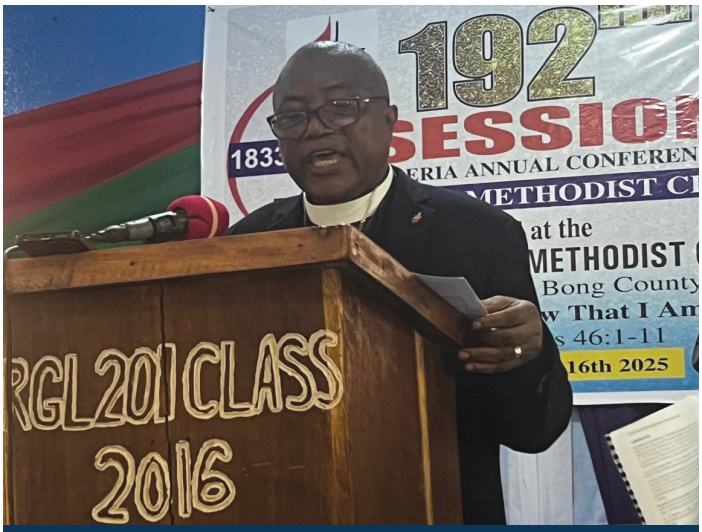
Par exemple, la plupart des régimes de retraite précisent que les participants n'acquièrent des droits à pension que pour les périodes au cours desquelles les cotisations sont versées. Des relevés de cotisation incomplets peuvent entraîner le versement de prestations pour des périodes au cours desquelles aucune cotisation n'a été reçue. De même, lorsque le montant des prestations est lié au nombre d'années de service prises en compte, des relevés de service inexacts peuvent entraîner des calculs de prestations incorrects, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources du régime.

Principaux défis en matière de financement

Deux principaux défis en matière de financement reviennent systématiquement dans les régimes de retraite :

- **Niveaux de cotisation insuffisants par rapport aux coûts du régime :** même lorsque les cotisations sont perçues dans leur intégralité, les taux fixés pour les cotisations de l'église et des membres du clergé peuvent s'avérer insuffisants pour couvrir le coût normal du régime (les recettes nécessaires chaque année pour financer les prestations acquises au cours de cette période). Pour relever ce défi, il faut généralement augmenter les cotisations, réduire les avantages, ou combiner ces deux mesures.
- **Collecte des cotisations incomplète ou incohérente :** dans certains cas, les églises et/ou les membres du clergé ne versent pas les cotisations prévues par le régime, et dans certaines situations, aucune cotisation n'est versée. Ces circonstances nécessitent souvent de redoubler d'efforts en matière d'éducation et de communication pour s'assurer que les participants comprennent l'importance des cotisations ainsi que le lien direct entre celles-ci et les avantages futurs. Comme indiqué ci-dessus, il est essentiel de disposer de registres de cotisations précis et complets afin de garantir que les prestations ne soient versées que pour les périodes au cours desquelles des cotisations ont été versées.

Il n'est pas rare que les régimes soient confrontés simultanément à ces deux défis, ce qui aggrave considérablement les préoccupations en matière de pérennité.



Lors de la 192e session, l'évêque Samuel Quire, de la Conférence annuelle du Libéria, s'est exprimé sur les changements nécessaires pour rendre le régime de retraite plus viable.

Approches possibles pour améliorer la pérennité

Une série de mesures peuvent être envisagées pour renforcer la pérennité des régimes de retraite, notamment :

- Améliorer le respect des niveaux de cotisation requis, en particulier dans les conférences ou les régions épiscopales où la rémunération des membres du clergé est gérée de manière centralisée, ce qui peut contribuer à garantir une collecte plus régulière des cotisations.
- Augmentation des taux de cotisation ou des montants fixés par le régime.
- Réduire les obligations au titre des prestations grâce à des modifications dans la conception des régimes, lesquelles peuvent comprendre :
  - Ajustement des formules de calcul des prestations afin de diminuer les montants futurs des pensions ; dans les cas les plus critiques, cela pourrait inclure la réévaluation du niveau des prestations actuelles.
  - Révision des conditions d'acquisition des droits à la retraite afin d'augmenter le nombre d'années de service requis pour pouvoir prétendre à une pension.
  - Limiter l'éligibilité à certaines catégories de membres du clergé ou à ceux qui satisfont à des seuils minimaux de rémunération.
- Identifier des sources de financement supplémentaires et pérennes pour couvrir les engagements en matière de retraite.

Le rôle de la confiance des participants

Les difficultés liées au financement et à la participation peuvent être exacerbées lorsque les membres du clergé et les églises remettent en question la viabilité à long terme du régime de retraite. Dans de tels cas, une communication claire et cohérente est essentielle. Communiquer efficacement les raisons justifiant les changements proposés ainsi que leur impact financier prévu peut contribuer à favoriser la compréhension, à renforcer la confiance et à souligner l'importance de la participation au régime.

Le rôle de Wespath dans le soutien à la pérennité

L'équipe CPS de Wespath demeure pleinement engagée à accompagner les responsables des conférences et des régions épiscopales, les responsables des retraites ainsi que les conseils des retraites dans l'évaluation et la mise en œuvre de stratégies visant à renforcer la pérennité des régimes. Cet accompagnement peut inclure une analyse actuarielle, une évaluation des options de conception du régime ainsi qu'une analyse de divers scénarios de financement.

En fin de compte, toutefois, les décisions relatives à la conception, au financement et à la mise en œuvre des régimes relèvent de la compétence des conférences et des régions épiscopales concernées, qui sont chargées de gérer leurs régimes de retraite.

Approches alternatives en matière de viabilité

Dans certains contextes, la participation à un régime national de retraite ou de sécurité sociale peut constituer la solution à long terme la plus viable. Dans d'autres cas, il peut s'avérer opportun de passer d'un régime de retraite traditionnel à prestations définies à un régime à cotisations définies pour les services futurs.

Bien que les régimes à cotisations définies puissent générer des revenus de retraite relativement modestes dans un contexte où la rémunération des membres du clergé est faible, ils n'engendrent pas les engagements à long terme associés aux régimes de retraite traditionnels. Par conséquent, ils peuvent contribuer à réduire le risque que les régimes se trouvent, à terme, dans l'incapacité d'honorer leurs obligations.

Autres pratiques en matière de viabilité

Outre les aspects liés au financement et à la conception des régimes, d'autres pratiques essentielles visant à garantir la pérennité à long terme comprennent :

- Une gestion prudente des investissements, axée sur la performance à long terme, la diversification et un équilibre approprié entre risque et rendement.
- Veiller à ce que le Conseil des pensions reste engagé et compétent afin d'assurer une gouvernance et une supervision continues.
- Une évaluation régulière des données relatives aux participants et des tendances démographiques afin de s'assurer que les hypothèses actuarielles restent en adéquation avec la situation actuelle et future.
- Une formation continue et une communication régulière avec les participants, en particulier en ce qui concerne les dispositions du régime, les attentes et toute modification proposée.

Un engagement à long terme

Assurer et maintenir la pérennité d'un régime de retraite est un processus à long terme et continu qui nécessite une attention constante et une collaboration sans faille. Dans de nombreuses régions, ce travail est en outre influencé par des défis plus généraux, tels que la conjoncture économique, les limites en matière d'infrastructures, l'instabilité politique, les changements au sein de l'église ou les restrictions gouvernementales.

Grâce à un partenariat continu, à une planification minutieuse et à une adaptation réfléchie, Wespath reste déterminée à soutenir les régimes de retraite des conférences régionales face à ces complexités, en collaborant avec elles pour veiller à ce que les membres du clergé qui ont fidèlement servi bénéficient d'une retraite assurée.



Johara Farhadieh (au centre), directrice des investissements chez Wespath, et Thomas Kemper (consultant du CPS, deuxième à gauche de Johara), en compagnie des responsables des régimes de retraite de la région épiscopale de l'Angola oriental.

Aperçu général des prestations et des régimes individuels

Bien que chaque régime relève de la responsabilité de chaque conférence ou région épiscopale, Wespath propose des services de conseil pour garantir la gestion efficace et durable de ces régimes.

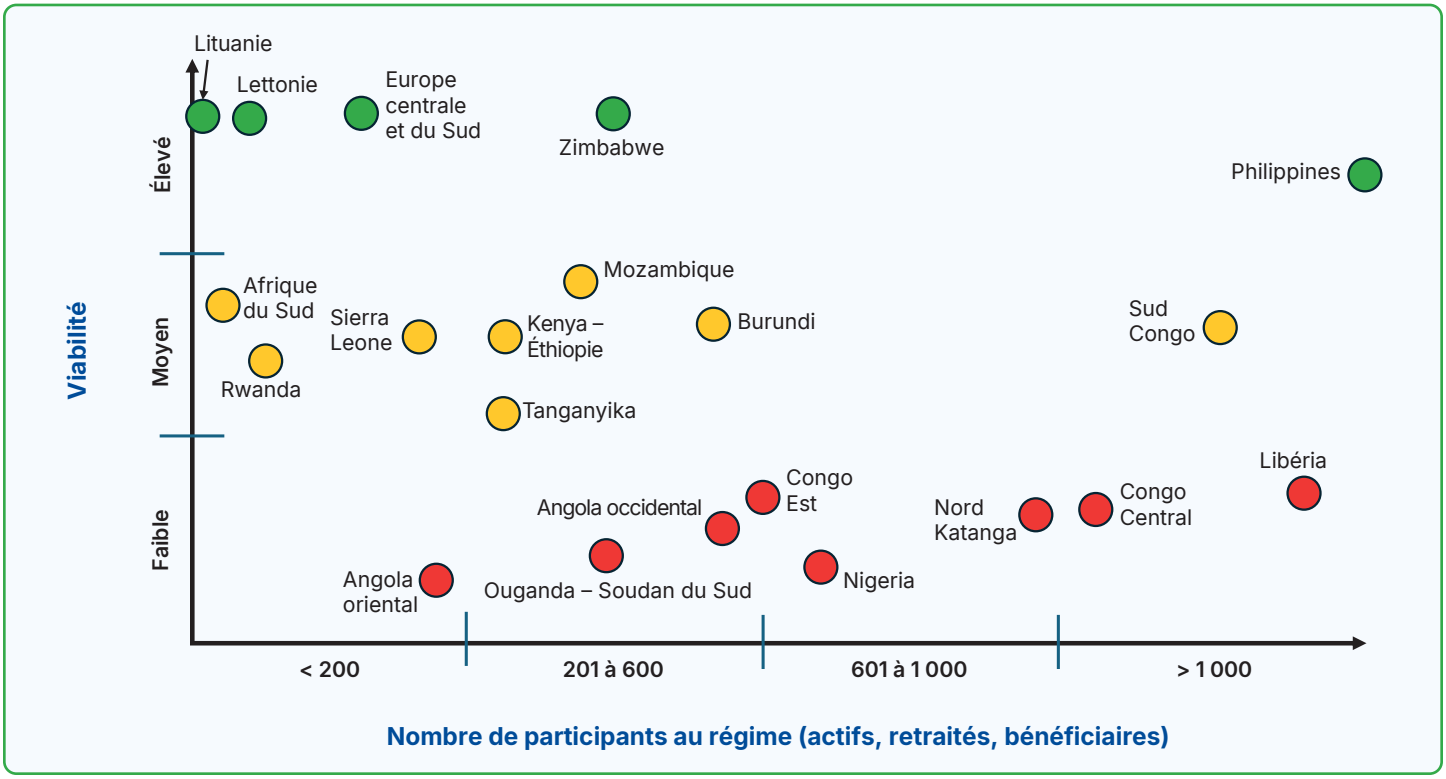
Wespath a fourni ci-dessous des informations détaillées sur la pérennité à long terme de chaque régime, notamment en ce qui concerne les risques généraux, les évaluations, les défis et les dernières mises à jour. L'évaluation complète de chaque régime repose sur deux domaines principaux : le financement et la situation financière du régime, d'une part, et la gestion, l'administration et la conformité du régime, d'autre part. L'un des indicateurs de la solidité financière d'un régime est son taux de capitalisation, qui compare les actifs du régime aux passifs de retraite accumulés. Un taux de capitalisation de 100 % indique qu'un régime dispose d'actifs suffisants pour couvrir ses engagements financiers, tandis que des pourcentages inférieurs indiquent un manque de financement. Les analyses sont basées sur les évaluations réalisées par l'équipe du CPS au moment de la rédaction de ce rapport (troisième trimestre 2026) et visent à mesurer les progrès et les défis de chaque régime par rapport à son propre parcours vers la pérennité à long terme. Les prochains rapports refléteront les résultats des mesures ou des changements mis en œuvre pour améliorer la pérennité. Veuillez noter que tous les montants sont exprimés en dollars américains, sauf indication contraire.

Le régime de retraite pour la Lituanie ne fait pas l'objet d'une section distincte dans ce rapport. À l'heure actuelle, le régime ne compte qu'un seul participant et aucun retraité ni bénéficiaire ne perçoit de versements de pension. Compte tenu de l'ampleur du régime et des fonds disponibles pour couvrir les prestations futures, il a été estimé que la réalisation d'une évaluation actuarielle ou d'un audit externe à ce stade ne constituerait pas une utilisation prudente des ressources financières. Wespath continuera à suivre la situation du plan et à évaluer la nécessité d'un examen supplémentaire.

À des fins de comparaison, cette analyse comprend un graphique représentant le risque relatif lié à la viabilité par rapport à la taille approximative de chaque régime, exprimée en nombre total de participants et de bénéficiaires. Le facteur de risque du régime est indiqué par la couleur.

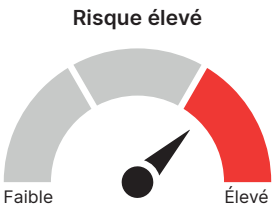
Comparaison relative des régimes de retraite

Pérennité et taille du régime





Angola oriental
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 3,3 %

- Les régimes de retraite de l'Angola oriental restent gravement sous-financés, avec des actifs inférieurs à 30 000 USD contre près de 890 000 USD en passifs de retraite accumulés.
- Les cotisations insuffisantes continuent de constituer une faiblesse financière importante. Les cotisations de l'église, qui devraient représenter 10 % de la rémunération des pasteurs, ont été minimes, voire inexistantes. Les cotisations du clergé, fixées à 4 %, se sont généralement limitées à des retenues sur les indemnités salariales versées par la Conférence annuelle de Mountain Sky et par l'une de ses prédécesseuses, la Conférence annuelle de Yellowstone.
    - Au cours des années précédentes, l'Angola oriental a régulièrement versé des montants modestes (probablement issus des retenues sur les salaires des membres du clergé) sur son compte de retraite Wespath, mais le dernier versement sur ce compte remonte à 2017. Les actifs actuels du régime se composent en grande partie de ces dépôts antérieurs et des revenus d'investissement qui en découlent.
- Le régime de retraite de l'Angola oriental n'est pas en mesure de verser les pensions actuelles au niveau prévu par le régime de retraite de l'Angola. Le montant total des engagements de retraite dépasse largement le financement fourni par le programme CPS de Wespath, et la conférence ne dispose pas de ressources suffisantes pour combler la différence. Si la seule source de revenus régulière du régime (les retenues sur les salaires de Mountain Sky) est utilisée pour combler le déficit nécessaire aux versements des pensions actuels, ces fonds ne seront plus disponibles pour constituer les actifs destinés au paiement des futures prestations des pasteurs dont les salaires ont donné lieu à ces retenues.
- Actuellement, les retraités perçoivent le même montant de retraite, quel que soit leur nombre d'années de service. Par exemple, un retraité ayant moins de 10 ans d'ancienneté perçoit la même pension qu'un retraité ayant 40 ans d'ancienneté. Une future modification du régime prévoyant un calcul au prorata des montants des retraites en fonction des années de service pourrait réduire les passifs à long terme et constituer une avancée significative vers une meilleure pérennité.



Révérends Pedro et Benvinda João

Révérends Pedro et Benvinda João
(Angola oriental, Conférence régionale d'Afrique australe)

Lorsque le révérend Pedro João et son épouse, la révérende Benvinda, ont été ordonnés en 1977, la circonscription épiscopale de l'Angola oriental venait d'être créée et ne comptait que 12 pasteurs desservant ce territoire. Benvinda a rejoint la conférence en tant que première femme pasteure. Au cours de leur service, la guerre civile angolaise a divisé le pays et détruit des communautés entières. Benvinda a perdu sa mère, sa grand-mère ainsi que plusieurs nièces et neveux au cours du conflit. Pourtant, ni elle ni son mari n'ont cessé de s'engager à reconstruire ce qui avait été perdu.

Benvinda a ensuite occupé le poste de surintendante de district, tandis que Pedro a occupé celui de directeur administratif de la conférence. Pedro a également occupé le poste de directeur de la mission Quessua, qui met en place des infrastructures dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la nutrition, de l'éducation et du développement communautaire. Grâce au programme CPS, le couple peut continuer à soutenir sa communauté par de nouveaux moyens.

Résumé des risques généraux du régime pour l'Angola oriental (suite)

Gestion, administration et conformité du régime

- Un audit récent a mis en évidence un certain nombre de faiblesses, notamment la nécessité de disposer d'un Conseil des pensions plus opérationnel et plus impliqué ; des contrôles internes insuffisants, notamment l'absence de politiques financières, de rapprochements bancaires réguliers et de registres comptables structurés ; des registres financiers incomplets ou incohérents ; ainsi que des lacunes dans la gestion des données des participants, notamment des dossiers incomplets ou obsolètes concernant les pasteurs en activité, des documents manquants relatifs aux retraités et aux bénéficiaires, et des procédures inefficaces pour valider l'éligibilité des bénéficiaires.
- L'audit a également mis en évidence des écarts entre les paiements déclarés et les paiements effectifs, des divergences entre les registres internes et les données bancaires, ainsi qu'une documentation et un suivi insuffisants concernant l'utilisation de la subvention d'administration du CPS et les dépenses d'exploitation globales du service des retraites.
- Wespath salue le fait que l'ancien responsable des prestations ait continué à gérer les versements trimestriels aux retraités pendant une période prolongée après avoir été engagé à temps plein par le système judiciaire angolais alors que sa demande de nomination d'un successeur à ce poste n'avait pas abouti. Avec l'élection d'un nouveau responsable épiscopal et la nomination d'un nouveau responsable des prestations, l'équipe du CPS est impatiente de collaborer avec cette nouvelle direction et de la soutenir, et espère voir s'améliorer la gestion du régime ainsi que des progrès concernant les problèmes d'audit identifiés.
- Très peu de pasteurs de l'Angola oriental, voire aucun, ne participent actuellement au régime de retraite gouvernemental angolais, l'« Instituto Nacional de Segurança Social » (INSS), qui exige des cotisations minimales basées sur un niveau de salaire dépassant nettement la rémunération de la plupart des membres du personnel pastoral de cette région. Toutefois, les responsables de la conférence ont manifesté leur intérêt pour le programme géré par l'INSS, qu'ils considèrent comme une option à long terme potentiellement plus durable et mieux adaptée que le plan actuel de l'UMC en Angola. Bien que les cotisations minimales requises puissent poser des difficultés financières, Wespath encourage la poursuite de l'étude de cette possibilité, idéalement en coordination avec la région épiscopale de l'Angola occidental, où une étude similaire est déjà en cours.

Regina Bernardo Samuel
(Angola oriental, Conférence régionale d'Afrique australe)

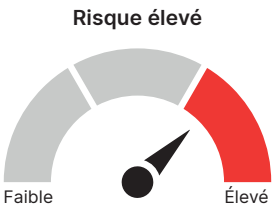
Regina Bernardo Samuel a accueilli Wespath avec la phrase : « Là où règne l'unité, la joie règne dans la maison. » Après avoir perdu son mari (un pasteur de l'Église Méthodiste Unie) dans un tragique accident de voiture en 1997, Regina continue de vivre dans la gratitude et la résilience. À 75 ans, Regina se sent comblée d'être entourée de ses 10 enfants et de ses 15 petits-enfants. Après avoir soigneusement construit son foyer au fil de nombreuses années, Regina est reconnaissante de la pension qu'elle perçoit dans le cadre du programme CPS, qui lui permet de vivre dans la dignité et la sécurité financière.



Regina Bernardo Samuel



Angola occidental
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 1,4 %

- Le régime de retraite de l'Angola occidental reste gravement sous-financé : selon la dernière évaluation actuarielle, les passifs de retraite accumulés s'élèvent à près de 4,3 millions USD, tandis que les actifs du régime ne s'élèvent qu'à environ 58 000 USD. Il s'agit du déficit de financement le plus important parmi tous les régimes de retraite pris en charge par le programme CPS de Wespath.
- Les cotisations obligatoires de l'église et du clergé ne sont pas perçues de manière régulière, comme le prévoit le régime de retraite de l'Angola. Même lorsque des cotisations sont perçues, le faible niveau des salaires des membres du clergé limite la mesure dans laquelle celles-ci permettent de financer les prestations en cours d'acquisition, ce qui contribue à un sous-financement persistant et croissant.
- Certaines caractéristiques de la conception du régime compromettent davantage sa pérennité à long terme. Dans le cadre du régime de retraite de l'Angola, les retraités perçoivent le même montant de pension, quel que soit leur nombre d'années de service, ce qui entraîne des passifs disproportionnés par rapport aux cotisations pour les participants ayant une durée de service plus courte. Une modification du régime visant à calculer les montants des pensions des futurs retraités en fonction de leurs années de service pourrait réduire les passifs à long terme et constituer une avancée positive vers la pérennité.
- L'Angola occidental n'est pas en mesure de verser les pensions actuelles au niveau prévu par le régime de retraite de l'Angola. Le montant total des engagements de retraite dépasse désormais largement les fonds mis à disposition par le programme CPS de Wespath. Même si l'ensemble des cotisations de l'église et des membres du clergé était affecté aux versements des pensions en cours, ces fonds supplémentaires ne suffiraient toujours pas à combler le déficit. De plus, si les cotisations actuelles sont utilisées pour financer les versements des pensions actuels, le régime se prive ainsi des actifs et des revenus de placement qui seront nécessaires pour financer les prestations supplémentaires en cours d'acquisition.

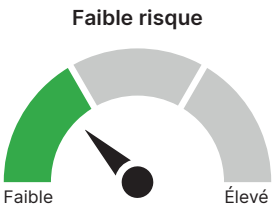


Gestion, administration et conformité du régime *(risque accru par rapport à 2024)*

- Un audit récent a mis en évidence des lacunes dans les systèmes comptables et financiers, les contrôles et processus financiers, la tenue des registres et la gestion des données relatives aux participants/bénéficiaires, ainsi que des cas de transactions financières non conformes ou insuffisamment documentées.
- Parmi les problèmes spécifiques relevés lors de l'audit figuraient notamment des registres comptables établis sous Excel comportant des erreurs, des incohérences et des opérations non rapprochées ; des dossiers de participants incomplets et des incohérences entre les sources de données ; des prêts accordés à partir des fonds de retraite ; des versements effectués à des personnes non éligibles ; des dépenses non accompagnées d'une documentation suffisante ; ainsi que le mélange de fonds provenant de plusieurs sources au sein d'un même compte, sans suivi clair.
- Malgré certaines lacunes dans les données relatives aux participants, le responsable des régimes de retraite a déployé des efforts concertés pour améliorer l'exhaustivité de ces données. Les informations relatives aux participants sont désormais plus complètes qu'il y a plusieurs années, époque à laquelle de nombreux dossiers de membres du clergé étaient manquants ou incomplets, ce qui empêchait Wespath et ses partenaires de réaliser une évaluation actuarielle. Grâce aux recherches actives menées par le responsable des régimes de retraite pour retrouver les informations manquantes concernant les membres du clergé, il a été possible d'inclure l'Angola occidental dans les dernières évaluations.
- Les responsables de la région épiscopale de l'Angola occidental se sont penchés sur les conditions requises pour que les membres du clergé et les églises puissent adhérer au régime de retraite du gouvernement de l'Angola, géré par l'INSS. Ce programme gouvernemental pourrait offrir aux membres du clergé à la retraite et à leurs conjoints survivants des revenus de retraite plus adaptés et plus durables que le régime financé par le CPS. Parmi les difficultés rencontrées figurent les cotisations minimales obligatoires, liées à un niveau de salaire qui dépasse souvent largement celui des pasteurs de l'Église Méthodiste Unie, ainsi que la nécessité éventuelle de verser des cotisations rétroactives pour les années au cours desquelles les pasteurs ne cotisaient pas. Malgré ces obstacles, Wespath encourage à poursuivre l'étude de cette option.



Europe centrale et du Sud
Résumé des risques généraux du régime





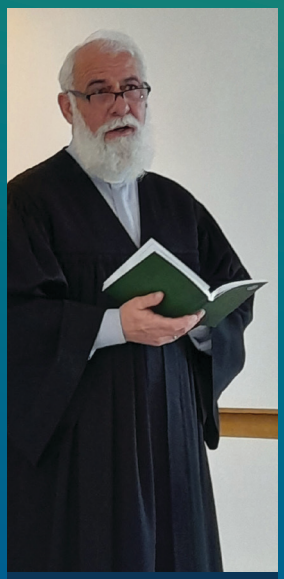
Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 60,4 %

- D'après la dernière évaluation actuarielle, le régime fait état d'un passif accumulé d'environ 2,1 millions d'euros et d'actifs du régime s'élevant à 1,2 million d'euros, ce qui correspond à un taux de capitalisation de 60,4 %. Étant donné que cet indicateur reflète les prestations acquises et les actifs accumulés à ce jour, il sera important de continuer à percevoir les cotisations de l'église et des membres du clergé afin de soutenir la croissance des actifs du régime et de faire face aux futures obligations en matière de retraite.
- Les prévisions de trésorerie pour les 15 prochaines années indiquent que les actifs disponibles, combinés au financement continu assuré du programme CPS, devraient être suffisants pour répondre aux besoins prévus en matière de versement des prestations.
- Ces dernières années, les responsables d'Europe centrale et du Sud ont envisagé des ajustements potentiels des niveaux des prestations. Compte tenu des implications financières associées, l'équipe du CPS de Wespath a été chargée de réaliser des modélisations et des analyses afin d'évaluer l'impact financier global et le caractère raisonnable à long terme de ces changements. Cette collaboration témoigne du partenariat solide entre la région épiscopale et Wespath.



Gestion, administration et conformité du régime

- Dans l'ensemble, la gestion du régime de retraite de l'Europe centrale et du Sud reste solide, et une surveillance appropriée est en place. La région épiscopale veille à ce que des audits réguliers soient réalisés par un cabinet local, le régime de retraite étant inclus dans le champ d'application global de l'audit.
- Wespath attache une grande importance à son partenariat continu avec les responsables des régimes de retraite d'Europe centrale et du Sud, notamment grâce à la participation régulière de son personnel aux réunions du Conseil des pensions, qui soutient la gouvernance, la communication et la collaboration.



Pasteur István Szuhánszky+

Pasteur István Szuhánszky

(Hongrie, Conférence régionale d'Europe centrale et d'Europe du Sud)

Le pasteur István Szuhánszky, âgé de 67 ans, a consacré 46 années à son ministère dans cinq districts de Hongrie. Élevé à Miskolc au sein d'une famille de pasteurs, il s'est senti appelé au ministère dès son plus jeune âge. Inspiré par l'exemple de son père, il a commencé très tôt à se mettre au service de l'église, pour finalement devenir pasteur de troisième génération.

Son ministère a débuté sous le régime communiste, à une époque où les églises faisaient l'objet d'une surveillance étroite et où l'activité pastorale était soumise à des restrictions. Malgré ces difficultés, Szuhánszky et sa communauté sont restés concentrés sur leur mission, en organisant des rencontres pour les jeunes et en entretenant la foi de manière créative. « Vous n'avez rien d'autre à faire que de sauver autant de personnes que possible ! », a-t-il déclaré, en évoquant les principes qui l'ont guidé tout au long de ses décennies de service.

Après la chute du communisme, de nouvelles perspectives se sont ouvertes. Szuhánszky a étendu son ministère aux écoles, aux prisons et aux maisons de retraite, touchant ainsi les communautés grâce à une liberté retrouvée.

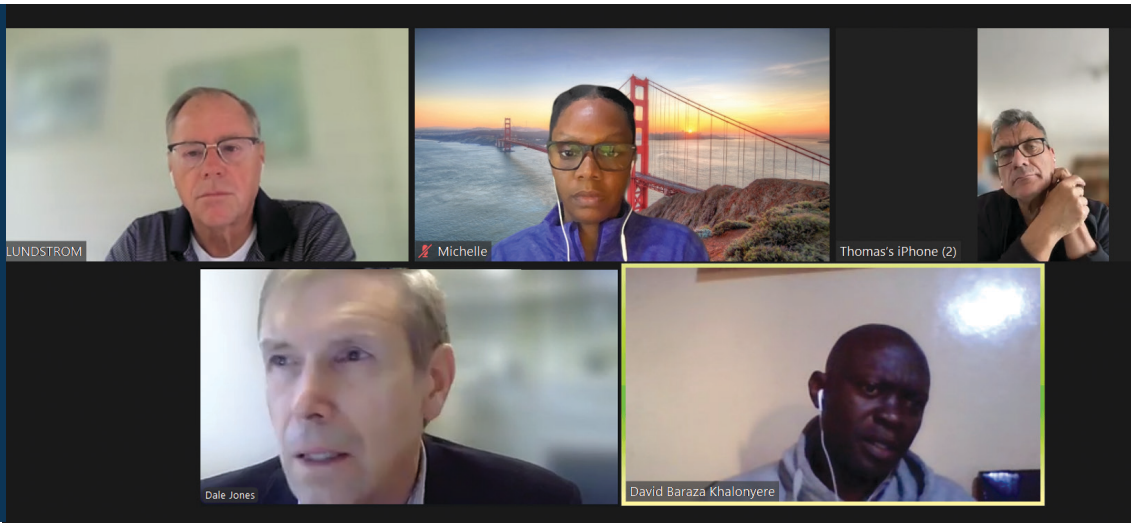
Aujourd'hui à la retraite, lui et son épouse profitent de moments en famille, notamment avec leurs petits-enfants. Il continue de s'impliquer activement au sein de son église et est reconnaissant de bénéficier de la pension versée par le CPS, qui contribue à sa stabilité financière dans ce nouveau chapitre.

Aperçu de l’Afrique de l’Est



Le régime de retraite de l’Afrique de l’Est a été initialement mis en place en 2012 par la Conférence annuelle de l’Afrique de l’Est, qui s’est depuis élargie pour englober les quatre conférences qui composent désormais la Conférence régionale de l’Afrique de l’Est. Lorsque le régime est devenu opérationnel en 2018, il englobait toutes les conférences annuelles actuelles. La conférence régionale étant désormais composée de deux régions épiscopales, il pourrait être opportun d’envisager de scinder le régime actuel en deux régimes distincts, l’un pour la région épiscopale du Burundi-Rwanda et l’autre pour la région épiscopale d’Afrique de l’Est (Kenya-Éthiopie et Ouganda-Soudan du Sud). Les détails du régime pour chaque conférence sont présentés dans les sections suivantes. Les caractéristiques suivantes s’appliquent à l’ensemble du plan pour l’Afrique de l’Est :

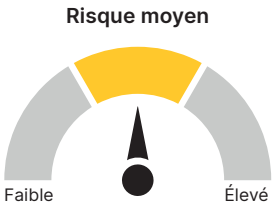
- Tous les retraités de l’Afrique de l’Est perçoivent leurs paiements par virement électronique sur des comptes bancaires ou auprès d’autres institutions financières, telles que les coopératives d’épargne et de crédit. Les fonds du programme CPS sont transférés par virement bancaire sur les comptes du régime de retraite de chaque conférence, puis versés sur les comptes individuels des retraités, selon un processus légèrement différent pour l’Ouganda-Soudan du Sud.
- À ce jour, les fonds du CPS ont permis de couvrir l’ensemble des versements des pensions dans le cadre du régime de l’Afrique de l’Est. Aucun plafond de financement du CPS n’a été fixé, que ce soit pour l’ensemble du régime ou pour les conférences individuelles, contrairement à la plupart des autres régimes soutenus par le CPS. Depuis que les versements de prestations ont commencé en 2018, le nombre de retraités et, par conséquent, le montant total des prestations versées ont considérablement augmenté dans plusieurs conférences, principalement grâce à l’identification de nouveaux retraités et à la mise en place de mécanismes de paiement. Le CPS devra fixer des plafonds de financement pour chaque conférence, car le programme n’a pas la capacité de faire face à des engagements de retraite en constante augmentation.
- Les cotisations de retraite sont fixées à 5 % de la rémunération, à la charge de l’église comme du membre du personnel pastoral, à l’exception de la Conférence annuelle du Kenya-Éthiopie, où le taux s’élève à 6 % pour chaque partie. Les prestations de retraite sont identiques dans toutes les conférences, malgré des différences significatives au niveau des rémunérations moyennes. Par conséquent, les recettes provenant des cotisations (même en cas de collecte intégrale) ne suffisent pas à couvrir le coût des prestations en cours d’accumulation.



L’équipe du CPS lors d’une visioconférence avec David Baraza Khalonyere, responsable des régimes de retraite pour la Conférence annuelle du Kenya et de l’Éthiopie.



Burundi
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 4,5 %

- Les régimes de retraite du Burundi restent nettement sous-financés, avec des actifs d'environ 85 000 USD contre près de 1,9 million USD en passifs de retraite accumulés, selon la dernière évaluation actuarielle.
- Des augmentations notables des cotisations ont été constatées à la suite de l'accent mis par l'évêque du Burundi-Rwanda, à l'échelle de l'ensemble de la conférence, sur le renforcement du soutien au programme de retraite.
- Bien que la participation aux cotisations de l'église et des membres du clergé soit relativement importante et que le financement du CPS ait permis de couvrir l'intégralité des versements des pensions à ce jour, les perspectives financières indiquent qu'il est nécessaire d'envisager une réduction des niveaux de prestations à venir, une augmentation des recettes provenant des cotisations ou d'autres sources de financement, ou encore la mise en œuvre d'une combinaison de ces mesures.
- Depuis le début de l'année 2023, le régime de retraite du Burundi verse régulièrement des cotisations sur son compte d'investissement Wespath.

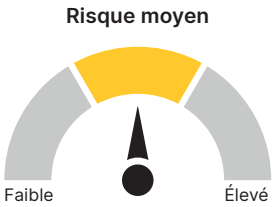


Gestion, administration et conformité du régime

- Le responsable des régimes de retraite a fait preuve d'une diligence constante dans la gestion du régime et le respect de ses dispositions, notamment en appliquant avec précision les règles d'éligibilité et en effectuant correctement les calculs des prestations. Le soutien continu du Conseil des pensions sera essentiel pour maintenir ce niveau d'administration efficace.
- Le responsable des régimes de retraite entretient une communication régulière avec l'équipe du CPS, en demandant des précisions lorsque cela s'avère nécessaire afin de garantir une interprétation correcte et une application cohérente des dispositions du régime de retraite.
- Les données relatives aux membres du clergé en activité, aux retraités et aux conjoints survivants sont généralement complètes et à jour, ce qui témoigne du grand souci du détail dont fait preuve le responsable des régimes de retraite dans la tenue des dossiers.



Kenya-Éthiopie
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 2,8 %

- Selon la dernière évaluation actuarielle, le fonds de retraite du Kenya-Éthiopie présente un déficit considérable, avec un actif inférieur à 17 000 USD pour des obligations au titre des prestations accumulées frôlant les 600 000 USD.
- Les taux de cotisation, fixés à 6 % de la rémunération tant pour les membres du clergé que pour les églises, sont légèrement supérieurs à ceux des autres conférences d'Afrique de l'Est ; toutefois, même en cas de respect total de ces taux, les recettes issues des cotisations restent insuffisantes pour couvrir le coût des prestations accumulées.
- Les efforts accrus déployés ces dernières années par le responsable des régimes de retraite pour percevoir les cotisations ont permis d'améliorer les niveaux de revenu, et ces cotisations sont systématiquement investies depuis fin 2021 dans une optique de croissance à long terme. Le déficit de financement actuel est dû en partie au faible niveau des cotisations versées au cours des premières années du régime.
- Afin d'améliorer la pérennité à long terme, le régime nécessite une augmentation des cotisations, une réduction du niveau des prestations, le recours à des sources de financement supplémentaires, ou une combinaison de ces mesures.

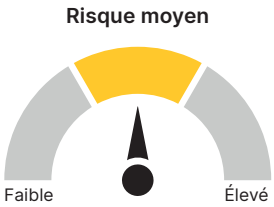


Gestion, administration et conformité du régime

- Le responsable des régimes de retraite fait preuve de solides compétences techniques, notamment en matière d'utilisation efficace des systèmes comptables et de tenue à jour de registres précis et actualisés des données relatives aux participants, des cotisations et des versements des prestations. Bien qu'un rapport d'audit externe ne soit pas disponible pour le moment, le district du Kenya-Éthiopie ne devrait pas faire face aux nombreuses lacunes comptables et de contrôle constatées dans d'autres régimes.
- Des dossiers complets des cotisations des membres du clergé ont permis le remboursement de ces cotisations aux membres du clergé ayant quitté l'UMC, conformément aux dispositions du régime. Le programme CPS a reversé ces fonds à la conférence, et le responsable des régimes de retraite s'est chargé de verser les remboursements aux personnes concernées.
- Si le remboursement des cotisations a entraîné une réduction des actifs du régime à court terme et des revenus qui y sont liés, le retrait de ces personnes du régime permettra également de réduire les passifs à long terme.



Rwanda
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 6,4 %

- Les dernières évaluations actuarielles font état d'actifs du régime inférieurs à 7 700 USD, contre environ 120 000 USD en passifs de retraite accumulés.
- Le régime de retraite du Rwanda a versé régulièrement des cotisations sur son compte d'investissement Wespath tout au long des années 2023 et 2024. Cependant, la fermeture des églises par les autorités a considérablement réduit les apports de cotisations depuis lors.
- À l'instar d'autres conférences d'Afrique de l'Est, les niveaux de rémunération relativement faibles des membres du clergé, combinés aux prestations de retraite prescrites, limitent la capacité du régime à assurer sa pérennité. Même si les opérations normales de l'église reprennent, la pérennité à long terme nécessitera une augmentation des recettes provenant des cotisations, des sources de financement supplémentaires, une réduction des prestations ou une combinaison de ces mesures.

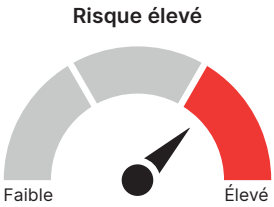


Gestion, administration et conformité du régime

- Le régime de retraite est administré par un responsable compétent et consciencieux qui, avant les fermetures d'églises, sensibilisait activement le clergé à la participation au régime et s'efforçait de résorber les cotisations en retard.
- Le régime a été confronté à des difficultés d'ordre institutionnel et externes, notamment les démarches entreprises par un représentant légal de la conférence en vue de créer une dénomination distincte, ce qui a entraîné des complications sur le plan bancaire et une incertitude quant à l'affiliation des membres du clergé. Toutefois, la dénomination alternative n'a pas été officiellement reconnue par le gouvernement.
- À partir du second semestre 2024 et tout au long de l'année 2025, le gouvernement du Rwanda a fermé la plupart des églises, toutes confessions confondues, ce qui a considérablement restreint les activités liées aux retraites, à l'exception des versements en cours aux retraités actuels.



Ouganda-Soudan du Sud
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 0,2 %

- Selon la dernière évaluation actuarielle, le fonds de retraite de l'Ouganda-Soudan du Sud présente un déficit critique, avec des actifs inférieurs à 2 300 USD, contre près de 1,17 million USD en passifs de retraite accumulés.
- Les niveaux de rémunération des membres du clergé déclarés sont nettement inférieurs à ceux des autres conférences d'Afrique de l'Est, ce qui se traduit par des recettes provenant des cotisations proportionnellement plus faibles. Même si l'ensemble des cotisations était perçu, celles-ci ne suffiraient pas à couvrir le coût des prestations en cours d'accumulation.
- Le degré de respect des obligations en matière de cotisations n'est pas clair, et on ne sait pas exactement où sont conservées les cotisations perçues. Contrairement aux autres conférences du régime, l'Ouganda et le Soudan du Sud n'ont pas versé de cotisations sur leur compte d'investissement Wespath. L'évaluation actuarielle fait état d'un faible taux de conformité aux cotisations, d'environ 25 %.



Gestion, administration et conformité du régime

- Le responsable des régimes de retraite a fait preuve d'un engagement sans faille pour informer les membres du clergé sur le régime de retraite et encourager la participation, notamment en organisant des sessions de formation à l'intention des pasteurs et des membres du cabinet.
- Le responsable des régimes de retraite s'est également efforcé d'identifier les retraités et les conjoints survivants éligibles, de recueillir les informations relatives à leurs comptes financiers et de mettre en place le versement des pensions. En conséquence, le nombre de retraités a considérablement augmenté depuis la mise en place du régime.
- Comme pour les autres conférences d'Afrique de l'Est, les fonds du CPS ont couvert l'intégralité des versements des pensions effectués à ce jour. Toutefois, le financement du CPS ne pourra pas continuer indéfiniment à répondre aux besoins d'une population de retraités en augmentation. Pour garantir la pérennité à long terme, il faudra augmenter les cotisations, trouver des sources de financement supplémentaires, réduire le niveau des prestations ou combiner ces mesures.
- En raison de complications antérieures liées à l'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et aux services bancaires, les fonds du programme CPS destinés à l'Ouganda-Soudan du Sud sont actuellement acheminés via le compte de retraite du Kenya-Éthiopie avant d'être versés aux retraités.

Aperçu de l'Afrique centrale

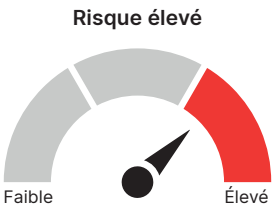


Les régimes de retraite de la Conférence régionale d'Afrique centrale, anciennement la Conférence centrale du Congo, sont actuellement définis dans un document unique de régime initialement élaboré sous le nom de régime de retraite du Congo, à l'époque où la conférence centrale ne comprenait que trois régions épiscopales ; ce document est resté pratiquement inchangé depuis lors. Dans la pratique, cependant, le régime de retraite fonctionne désormais davantage comme un ensemble de régimes distincts, à savoir un pour chaque région épiscopale. Les informations spécifiques à chaque région épiscopale figurent dans les pages suivantes ; toutefois, plusieurs considérations s'appliquent à l'ensemble de la conférence régionale ou au régime dans son ensemble.

- Le régime prévoit les mêmes taux de cotisation pour l'église et les membres du clergé dans toutes les régions épiscopales (5 % à la charge de l'église et 3 % prélevés de la rémunération des membres du clergé), ainsi que la même formule de calcul des prestations de retraite. Cependant, la rémunération des membres du clergé varie considérablement d'une région à l'autre, ce qui signifie que les cotisations qui en découlent diffèrent sensiblement quant à leur capacité à financer les prestations en cours d'acquisition. Wespath estime que ces écarts de rémunération, ainsi que d'autres particularités régionales, justifient la mise en place de dispositions spécifiques à chaque région dans le cadre du régime, afin d'en améliorer la pérennité à long terme.
- Certaines différences ont déjà été intégrées, soit dans le texte du règlement du régime, soit dans la pratique. Par exemple, le texte du règlement du régime excluait d'emblée les pasteurs locaux agréés du Sud Congo, et le Nord Katanga a adopté une approche similaire. Le Sud Congo a également opté pour des cotisations ecclésiastiques calculées sur la base de 5 % du budget total de l'église, plutôt que 5 % de la rémunération des pasteurs.
- Dans l'ensemble de la conférence régionale, les versements des pensions sont généralement effectués en espèces. Lorsque les infrastructures et les systèmes permettent le versement électronique des pensions, cette approche permettrait probablement de réduire les coûts d'exploitation, d'améliorer la sécurité, de renforcer la tenue des registres et, si nécessaire, d'autoriser des versements plus fréquents.
- Un plafond annuel de financement du CPS avait initialement été fixé pour l'ensemble du régime du Congo. Toutefois, ce montant total n'a jamais été réparti entre les régions épiscopales individuelles. Au contraire, le financement du CPS pour chaque région a, jusqu'à présent, correspondu au montant des versements des pensions effectués à cette région. Par conséquent, au cours des années précédentes, lorsque le montant total des versements des pensions effectués dans l'ensemble des régions était inférieur au plafond global, le programme CPS a conservé la différence. Ces dernières années, cependant, le montant total des versements des pensions a dépassé le plafond initialement fixé pour le régime du Congo, mais les régions épiscopales ont continué à percevoir l'intégralité de leurs versements des pensions. En conséquence, les dépenses du CPS dépassent désormais le plafond initial fixé pour l'ensemble du régime de retraite du Congo.
- Le programme du CPS n'a pas la capacité de continuer à augmenter son financement indéfiniment. À l'avenir, le CPS devra fixer un montant maximum de financement des pensions pour chaque région épiscopale, à l'instar des dispositions déjà en vigueur pour la plupart des autres régimes de retraite gérés par le CPS. En conséquence, une partie des fonds destinés au versement des pensions devra probablement provenir de chaque région épiscopale.

À l'exception d'une seule, toutes les régions épiscopales d'Afrique centrale disposent d'un nouveau responsable des régimes de retraite depuis le milieu de l'année 2025 ou après, certains changements ayant eu lieu aussi récemment qu'au troisième trimestre 2026. Le départ de responsables des régimes de retraite expérimentés nécessite de mettre en place des processus de transition efficaces et mûrement réfléchis, ainsi qu'un transfert de connaissances vers les nouveaux collaborateurs, afin d'éviter des répercussions négatives supplémentaires sur des régimes de retraite déjà fragiles.

Congo Central
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 3,8 %

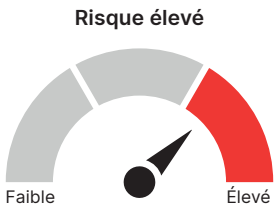
- D'après la dernière évaluation actuarielle, le taux de capitalisation du régime reste extrêmement faible, avec environ 80 000 USD d'actifs contre plus de 2 millions USD de passifs de retraite accumulés.
- Les niveaux de rémunération des membres du clergé étant très bas, les taux de cotisation requis, 3 % pour les membres du clergé et 5 % pour l'église, ne génèrent pas des recettes suffisantes (même s'ils sont perçus dans leur intégralité) pour couvrir le coût des prestations de retraite en cours d'acquisition, et ils sont bien trop limités pour permettre également de combler le déficit de financement actuel de 2 millions USD.
- Bien que la rémunération des membres du clergé y soit la plus faible parmi les régions épiscopales de la conférence régionale, le Congo central offre les mêmes niveaux de prestations de retraite que les autres régions. En termes de remplacement des revenus, le niveau des prestations semble élevé par rapport à la rémunération.
- Pour parvenir à une stabilité financière à long terme, il faudra augmenter les cotisations, trouver des sources de financement supplémentaires, réduire les engagements en matière de prestations, ou combiner ces mesures.
- Les augmentations successives du financement provenant du programme du CPS ont permis de couvrir les versements des pensions jusqu'à présent, passant d'environ 66 000 USD à environ 86 000 USD par an au cours de la dernière décennie. Toutefois, le financement du CPS ne peut pas augmenter indéfiniment. Un financement supplémentaire de la région épiscopale sera nécessaire, même si le montant des prestations de retraite est réduit.



Gestion, administration et conformité du régime *(risque accru par rapport à 2024)*

- Un rapport d'audit récent a mis en évidence plusieurs lacunes concernant la qualité des données et la tenue des dossiers relatifs aux participants/bénéficiaires, les systèmes comptables et les contrôles financiers, ainsi que l'enregistrement des cotisations.
- Si l'audit a relevé que l'équipe chargée des retraites a mis en place des procédures concrètes pour le versement des pensions et la gestion des dossiers dans un contexte opérationnel difficile, notamment des pratiques de vérification aux points de paiement, il a également mis en évidence une lacune particulièrement préoccupante : le fait que certaines personnes décédées n'aient pas été retirées des listes de retraités. Cette faiblesse pourrait aggraver encore la situation financière déjà précaire du régime si des prestations étaient versées à des bénéficiaires non éligibles.
- À l'instar des autres régions de la conférence régionale, le versement des pensions en espèces au Congo central accroît les risques en matière de sécurité et de détournement de fonds. À l'heure actuelle, toutefois, l'infrastructure technologique limitée ne permet pas un recours significatif à la distribution électronique.

Congo Est
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 5,4 %

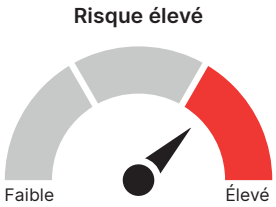
- La dernière évaluation actuarielle fait état d'un sous-financement important, avec plus de 900 000 USD de passifs de retraite accumulés et moins de 50 000 USD d'actifs du régime.
- D'après les données communiquées concernant la rémunération des membres du clergé, les cotisations de retraite obligatoires de 5 % à la charge de l'église et de 3 % à la charge des pasteurs, même si elles étaient intégralement perçues, ne généreraient pas de recettes annuelles suffisantes pour couvrir le coût annuel des prestations acquises, et encore moins pour amortir le déficit de financement actuel, qui s'élève à plus de 850 000 USD.
- Le financement provenant du programme CPS a augmenté régulièrement pour faire face à la hausse des versements des pensions, passant d'un peu plus de 30 000 USD par an à plus de 43 000 USD au cours des dix dernières années. Toutefois, le financement du CPS ne peut pas continuer à augmenter indéfiniment. Une augmentation des cotisations, des recettes supplémentaires provenant d'autres sources, une réduction des prestations ou une combinaison de ces mesures seront nécessaires pour que le régime puisse s'orienter vers la pérennité.
- La guerre et les violences dans certaines régions du Congo Est ont contraint des membres du clergé à se déplacer et perturbé le fonctionnement normal des paroisses, ce qui a réduit la capacité des églises et du clergé à verser les cotisations de retraite requises et a aggravé les difficultés financières du régime.



Gestion, administration et conformité du régime *(risque accru par rapport à 2024)*

- Un rapport d'audit récent a mis en évidence des lacunes importantes en matière de contrôles financiers, de tenue des registres et d'intégrité des données, notamment l'absence de système comptable et de piste d'audit, des données incomplètes sur les participants, ainsi que des listes de bénéficiaires comprenant des personnes décédées, des constatations surprenantes compte tenu des observations formulées par Wespath au cours des années précédentes concernant les dossiers de cotisations et de distribution relativement détaillés, bien que ces dossiers fussent pour l'essentiel tenus à la main ou sur support papier plutôt que sous forme numérique.
- Outre leur impact financier, les perturbations et les bouleversements causés par la guerre et la violence entravent également la capacité à tenir à jour des dossiers précis concernant les participants et les bénéficiaires.
- La région du Congo Est a récemment revu le découpage de ses conférences annuelles, afin de passer de trois à cinq conférences annuelles. Les répercussions de ce changement sur la gestion du régime restent à déterminer.

Nord Katanga
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 3,9 %

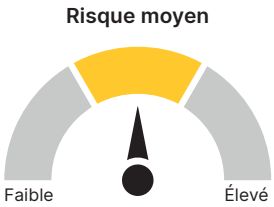
- D'après la dernière évaluation actuarielle, le régime de retraites du Nord Katanga reste fortement sous-financé, avec des actifs du régime d'environ 72 000 USD et des passifs accumulés de plus de 1,8 millions USD.
- Les cotisations restent extrêmement faibles par rapport aux besoins du régime, seule une faible proportion des membres du clergé et des églises y participant. Les résultats de l'audit indiquent que seuls environ 10 % des membres du clergé en activité cotisent au régime de retraite.
- Même si la participation active des membres du clergé venait à s'améliorer considérablement, les salaires relativement faibles des membres du clergé dans l'ensemble de la région épiscopale font que les taux de cotisation fixés à 5 % pour l'église et à 3 % pour les membres du clergé ne permettraient toujours pas de générer des recettes annuelles suffisantes pour couvrir le coût annuel des prestations en cours d'acquisition, et encore moins de réduire le déficit de financement de près de 1,8 millions de dollars. Sans une augmentation des taux de cotisation, des sources de revenus supplémentaires, une réduction des prestations ou une combinaison de ces facteurs, le déficit de financement continuera de s'aggraver.
- La dernière évaluation actuarielle et le dernier audit ont été réalisés avant la création de la nouvelle région épiscopale du Tanganyika, issue de l'ancienne Conférence du Tanganyika du Nord Katanga. En conséquence, une partie des passifs et des actifs de retraite du Nord Katanga pourrait, à terme, être transférée au Tanganyika, ainsi qu'une part correspondante du financement du CPS. La répartition définitive dépendra des membres du clergé en activité et des retraités qui deviendront membres ou résidents des conférences relevant de la région épiscopale du Tanganyika.



Gestion, administration et conformité du régime

- Un rapport d'audit récent a mis en évidence des systèmes comptables et des contrôles financiers rudimentaires et largement manuels, reposant principalement sur des registres sous Excel ; l'absence de contrôles de gestion de trésorerie et de rapprochements bancaires réguliers ; ainsi qu'une tenue incomplète des dossiers des participants, notamment en ce qui concerne les dossiers de service et les relevés de cotisations.
- Le personnel chargé des retraites du Nord Katanga a, de manière louable, étudié les solutions de paiement mobile pour le versement des pensions, ce qui pourrait améliorer la sécurité, réduire les risques et renforcer la tenue des registres de paiement. Malheureusement, l'éloignement géographique de nombreux retraités, associé au manque d'infrastructures et d'accès dans de nombreuses zones rurales, a empêché les paiements électroniques de devenir une solution viable à grande échelle.
- Compte tenu des taux de participation extrêmement faibles parmi les membres du clergé en activité, il est indispensable de disposer de dossiers de cotisations suffisants pour garantir le respect des dispositions du régime de retraite relatives à la prise en compte des années de service. Dans le cadre du régime de retraite du Congo, les membres du clergé ne se voient pas attribuer de droits à pension pour les périodes au cours desquelles ils ne versent pas de cotisations de retraite. Il est donc indispensable de disposer de relevés de cotisations précis pour calculer correctement le montant des prestations de retraite et s'assurer qu'aucune prestation n'est versée pour des périodes au cours desquelles aucun crédit de retraite n'a été acquis et aucune cotisation n'a été versée.
- Une communication régulière entre les régions épiscopales du Nord Katanga et du Tanganyika sera essentielle jusqu'à ce que toutes les questions liées à la transition soient réglées. Les deux régions disposent de collaborateurs chargés de la gestion des retraites nouveaux ou relativement nouveaux. Il est nécessaire de renforcer la collaboration et l'échange d'informations entre le personnel chargé des retraites dans les deux régions, ainsi qu'avec Wespath, afin de recenser de manière exhaustive et précise les retraités et les membres du clergé en activité dont chaque région a la charge.

Sud Congo
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 12,5 %

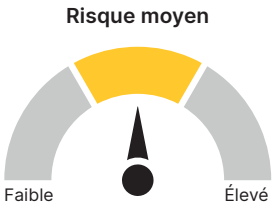
- La performance des cotisations de retraite a été relativement solide ces dernières années, ce qui s'explique en grande partie par une attention accrue aux cotisations et par les efforts de recouvrement déployés par l'ancien responsable des prestations pour la région et son personnel.
- Toutefois, d'après la dernière évaluation actuarielle, le régime reste sous-financé, ses actifs dépassant 240 000 USD tandis que ses passifs accumulés s'élèvent à plus de 1,9 million USD. Une grande partie de ce déficit est imputable aux années précédentes, avant la nomination de l'actuel responsable des prestations, période durant laquelle les cotisations étaient négligeables. Malgré ce déficit de financement important, le Sud Congo affiche un taux de capitalisation plus élevé que n'importe quelle autre région épiscopale de la Conférence régionale d'Afrique centrale.
- Le taux de capitalisation relativement plus élevé du Sud Congo s'explique en partie par le recours à une formule de cotisation de l'église fixée à 5 % du budget total de celle-ci, ce qui génère une cotisation supérieure aux 5 % de la rémunération des pasteurs exigés par le régime de retraite du Congo. Ce résultat est également attribuable en partie à une rémunération du personnel pastoral nettement plus élevée que dans les autres régions, ce qui entraîne des cotisations du personnel pastoral proportionnellement plus importantes, tandis que la formule des prestations de retraite demeure identique à celle des autres régions.
- Malgré l'amélioration des taux de cotisations observée ces dernières années, le rapport d'audit souligne qu'il existe un potentiel considérable d'amélioration de la participation, puisque seuls environ 30 % des quelques 800 pasteurs en activités versent régulièrement leurs cotisations de retraite.
- Les fonds du CPS destinés à couvrir le versement des pensions ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, passant d'un peu plus de 46 000 USD par an à près de 90 000 USD aujourd'hui. Le CPS ne peut pas maintenir indéfiniment cette tendance à la hausse constante. Des revenus supplémentaires, une réduction des prestations de retraite ou les deux seront nécessaires afin d'assurer le versement des retraites dans les années à venir et de réduire le déficit de financement actuel.



Gestion, administration et conformité du régime *(risque accru par rapport à 2024)*

- Le rapport d'audit salue le Sud Congo pour la mise en place d'un Conseil des pensions, qui assure un niveau important de gouvernance et de supervision, ainsi que pour son équipe composée d'un responsable financier et d'un responsable des régimes de retraite qui assistent le responsable des prestations pour la région et contribuent à coordonner la collecte des cotisations, la gestion des prestations et l'établissement des rapports.
- Par ailleurs, l'audit met en évidence plusieurs faiblesses et axes d'amélioration, notamment des limites au niveau des systèmes comptables et des contrôles financiers internes, qui restent en grande partie manuels et s'appuient sur Excel ; des lacunes dans les données relatives aux participants concernant le service et les cotisations ; et la nécessité de procéder à des rapprochements bancaires réguliers et de renforcer les contrôles financiers.
- Compte tenu des faibles taux de participation des membres du clergé mentionnés plus haut, les dossiers de cotisation des membres du clergé revêtent une importance particulière. Dans le cadre du régime de retraite du Congo, les périodes de service prises en compte pour le calcul des prestations de retraite ne sont prises en compte que pour les périodes au cours desquelles les cotisations des membres du clergé ont été versées. Il est donc essentiel de disposer de dossiers de cotisations exhaustifs afin de garantir qu'aucune personne ne perçoive de prestations pour des périodes au cours desquelles aucun crédit de retraite n'a été acquis.
- Le responsable des prestations pour la région, en poste depuis neuf ans, a été affecté à un autre poste, et un nouveau responsable des prestations a été nommé. Un transfert délibéré et exhaustif des connaissances et de l'expérience en matière de régimes de retraite, ainsi que des processus et contrôles associés, de l'ancien responsable des prestations au nouveau responsable des prestations, sera essentiel pour assurer la poursuite des progrès administratifs et financiers et pour répondre aux problèmes soulevés par les audits ainsi qu'aux besoins en matière de financement.

Tanganyika
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : S.O.

- Au moment de la dernière évaluation actuarielle, le Tanganyika n'avait pas encore été établi en tant que nouvelle région épiscopale. Par conséquent, aucune donnée actuarielle et financière spécifique au Tanganyika n'est disponible pour ce rapport. Étant donné que la région faisait autrefois partie de la région épiscopale du Nord Katanga, on peut s'attendre, dans un premier temps, à ce que le régime de retraite du Tanganyika présente un profil financier similaire à celui du Nord Katanga.
- Comme indiqué dans le résumé consacré au Nord Katanga, Wespath prévoit qu'une partie des actifs et des passifs de retraite du Nord Katanga, tels qu'ils ressortent de la dernière évaluation actuarielle, sera transférée au Tanganyika.



Gestion, administration et conformité du régime

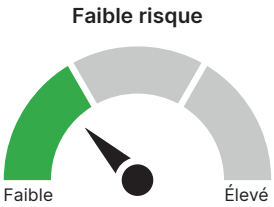
- La région épiscopale du Tanganyika dispose d'un responsable des prestations pour la région ainsi que d'un responsable des régimes de retraite pour chacune de ses deux conférences, secondés par du personnel supplémentaire. Le responsable des régimes de retraite a pu participer au Forum sur les retraites organisé par Wespath fin 2025, et le responsable des prestations pour la région a rencontré l'équipe du CPS via Zoom. Cependant, début septembre, l'équipe du CPS a appris que le responsable des prestations pour la région et l'un des responsables des prestations de la conférence n'occupaient plus leurs fonctions.
- Le personnel chargé des retraites a préparé la région en vue de la distribution des versements des pensions aux retraités et aux conjoints survivants résidant dans la région épiscopale du Tanganyika et s'est employé, au cours du premier semestre 2026, à établir des fichiers de données précis et complets concernant les membres du clergé en activité et les retraités. Au moment de la finalisation de ce rapport, cependant, et peut-être en partie en raison des changements de personnel mentionnés précédemment, il reste difficile d'obtenir des listes exhaustives des membres du clergé en activité et à la retraite du Tanganyika, ainsi que de leurs conjoints survivants.
- L'un des principaux défis et l'une des principales opportunités pour le personnel chargé des retraites du Tanganyika consistera à améliorer de manière significative les taux de participation et de cotisation parmi les membres du clergé en activité au-delà du taux de participation d'environ 10 % mentionné dans l'audit du Nord Katanga et relevé dans le résumé consacré au Nord Katanga de ce rapport.



(De gauche à droite) : Ross Lundstrom et Michelle Robinson de Wespath, Marie Londwas (Conférence annuelle du Tanganyika), Thomas Kemper, Joseph Kapoma Kasongo (Conférence annuelle du Tanganyika) et Dale Jones.



Lettonie
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 100 %

- Le régime de retraite pour la Lettonie est l'un des plus modestes du programme CPS, avec six participants actifs et cinq retraités et conjoints survivants. Cela se reflète dans la dernière évaluation actuarielle, qui fait état de passifs accumulés légèrement inférieurs à 100 000 EUR.
- Le régime est actuellement financé à 100 % selon la méthode des passifs accumulés, ce qui correspond au niveau de financement visé pour les régimes soutenus par le CPS. La poursuite de la collecte des cotisations, les dispositions appropriées du régime et le financement continu du CPS contribuent à des prévisions de trésorerie favorables, indiquant que les actifs sont suffisants pour honorer les engagements de retraite au cours des 15 prochaines années et au-delà, sur la base des données démographiques actuelles.



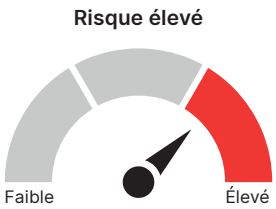
Gestion, administration et conformité du régime

- Wespath a eu le plaisir d'accueillir des représentants de l'UMC de Lettonie lors du Forum sur les retraites qui s'est tenu à Manille fin 2025. Le Forum sur les retraites a offert de précieuses occasions d'apprentissage entre pairs, permettant aux représentants de la Lettonie de partager leurs expériences en matière de gestion efficace des régimes de retraite tout en s'inspirant des pratiques d'autres régions.
- La Lettonie confie la majeure partie de ses réserves de retraite à Wespath, ce qui permet au régime d'accroître son patrimoine afin de couvrir ses besoins actuels et futurs. Le suivi de l'équilibre entre les actifs et les passifs restera essentiel pour la viabilité à long terme du régime.
- Les membres de l'équipe du CPS ont été ravis de se rendre en Lettonie en août 2026 et de participer à l'une des sessions de leur Conférence annuelle. L'équipe a été chaleureusement accueillie par l'évêque Knut Refsdal de la région épiscopale des pays nordiques, baltes et de l'Ukraine, ainsi que par les participants à la conférence. Outre la présentation de l'historique du programme CPS et de la manière dont Wespath collabore avec la Lettonie et d'autres promoteurs de régimes, le personnel de Wespath a participé à l'intégralité de la session de deux jours et demi. L'équipe a également rencontré les principaux responsables des régimes de retraite afin d'aborder plusieurs questions et sujets d'ordre administratif.



L'évêque Knut Refsdal, de la région épiscopale Nordique-Baltique-Ukraine (à l'extrême gauche), entouré de pasteurs de l'UMC lors de l'ordination d'un nouvel ancien et délégué à la Conférence Générale.

Libéria
Résumé des risques généraux du régime

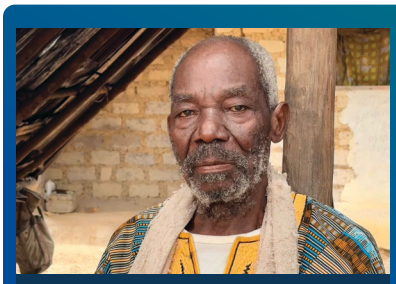


Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 5,5 %

- Le régime de retraite pour le Libéria reste fortement sous-financé, avec un taux de capitalisation d'environ 5,5 %, selon la dernière évaluation actuarielle. Les actifs du régime s'élèvent à environ 166 000 USD, contre 3,0 millions USD pour les passifs accumulés.
- Les prévisions de trésorerie indiquent que les réserves de retraite existantes pourraient être épuisées d'ici environ 12 ans, ce qui entraînerait un déficit de financement important. Si les récentes révisions du régime visent à améliorer les perspectives financières à long terme, les taux de collecte des cotisations doivent augmenter de manière significative par rapport aux niveaux actuels, qui sont estimés à environ 10 %.
- La conférence annuelle devra augmenter le financement destiné à la gestion du régime à partir de sources internes. À l'heure actuelle, une part importante des fonds fournis par le CPS est consacrée au financement des dépenses liées aux salaires et au fonctionnement du service des retraites, ce qui limite les ressources disponibles pour la formation des participants et d'autres besoins administratifs.

Gestion, administration et conformité du régime *(risque réduit par rapport à 2024)*

- Lors de sa session de 2025, la conférence annuelle a approuvé un régime de retraite révisé, entré en vigueur le 1er avril 2025. Parmi les principales dispositions figurent la clarification des conditions d'éligibilité, la confirmation que les cotisations sont mises en commun au profit global du régime plutôt que versées sur des comptes individuels, ainsi que des ajustements des niveaux de prestations avec effet pour l'avenir. Le régime révisé comprend également des dispositions liant l'ancienneté de service à la cotisation obligatoire de 5 %, ce qui souligne l'importance d'un versement régulier des cotisations. Une communication et une gestion efficaces de ces dispositions seront essentielles pour garantir la pérennité du régime.
- Des progrès significatifs ont été réalisés dans la mise en œuvre des versements électroniques des retraites via la plateforme de paiement mobile LoneStar, environ 60 % des retraités étant désormais enregistrés dans le système. Des efforts soutenus seront nécessaires pour étendre l'accès aux participants restants et pour surveiller l'utilisation de la plateforme, en particulier chez les personnes qui connaissent moins bien la technologie.
- Le service des retraites devra se pencher, lors de la session de la Conférence annuelle de 2026, sur les implications administratives des récentes transitions intervenues au sein des membres du clergé, notamment le traitement de plus de 100 départs de l'UMC. Une communication claire et le remboursement en temps opportun des cotisations éligibles seront essentiels pour traiter les éventuelles réclamations et garantir le respect des dispositions du régime.

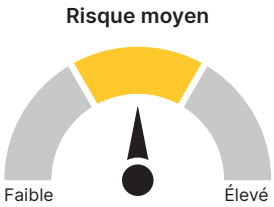

Révérend Peter M. Dogbah

Révérend Peter M. Dogbah
(Libéria, Conférence régionale d'Afrique de l'Ouest)

Né le 15 juillet 1922, le révérend Peter M. Dogbah est le plus âgé des retraités du CPS que l'équipe ait rencontrés. Lui et son épouse, Kpowan, vivent dans la même maison depuis dix ans. « Et si Dieu le veut, je mourrai ici », a-t-il déclaré. Évangéliste et pasteur de longue date, le révérend Dogbah perçoit désormais sa retraite par téléphone portable et passe ses journées à s'occuper de ses orangers et de ses avocatiers.



Mozambique
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 15,9 %

(risque accru par rapport à 2024)

- Le régime de retraite du Mozambique reste fortement sous-financé, avec un taux de capitalisation des passifs accumulés de 15,9 %, sur la base d'actifs du régime d'environ 436 000 USD et de passifs accumulés d'environ 2,3 millions USD.
- Bien que le programme CPS continue d'apporter un soutien financier, l'amélioration de la pérennité nécessitera une augmentation du taux de collecte des cotisations, notamment en portant le taux de collecte des cotisations de l'église au-delà du taux actuel de 65 % (pourcentage des cotisations de retraite obligatoires perçues par rapport au montant total dû), ainsi que l'identification de sources de financement supplémentaires afin de constituer des réserves de retraite.
- Les prévisions de trésorerie à court terme n'indiquent aucun déficit prévu au cours des 15 prochaines années ; toutefois, les prévisions à plus long terme laissent entendre que les réserves du régime pourraient s'épuiser, la conférence devant alors combler les déficits annuels d'ici environ 20 ans. Il sera important de continuer à mettre l'accent sur l'augmentation des niveaux de réserve afin de réduire les pressions financières futures.
- La conférence annuelle a démontré une gestion efficace des fonds administratifs fournis par le CPS, ce qui a permis la constitution de réserves et l'allocation d'investissements dans des ressources opérationnelles, telles que l'achat d'un véhicule destiné à faciliter la mise en relation avec les participants et les bénéficiaires.
- Le régime de retraite du Mozambique figure parmi ceux qui sont gérés avec le plus d'efficacité au sein du programme CPS. Les procédures administratives sont bien établies et généralement respectées, comme l'a confirmé le dernier audit.

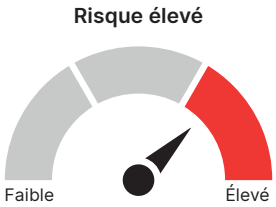


Gestion, administration et conformité du régime

- Wespath a eu l'occasion d'accueillir le coordinateur et le directeur financier du Mozambique dans ses locaux de Glenview, où les discussions ont porté sur la gestion des retraites et les défis régionaux. La visite a permis à la délégation du Mozambique et au personnel de Wespath d'acquérir des connaissances précieuses.
- Le recours continu aux versements électroniques des retraites reste un atout majeur, qui améliore l'efficacité, la fiabilité et l'accessibilité pour les participants et les bénéficiaires.



Nigeria
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : S.O.

- Le régime de retraite du Nigeria reste financièrement non viable. Cette évaluation repose sur les conclusions d'audit antérieurs ainsi que sur l'impossibilité de réaliser une évaluation actuarielle en raison des difficultés rencontrées pour obtenir des données complètes et précises sur les participants. Même s'il reste encore beaucoup à faire, les récents changements intervenus au niveau de la direction et de l'administration sont de nature à susciter l'optimisme quant à l'amélioration future de la situation financière et opérationnelle du régime.
- Un audit de suivi sera essentiel pour évaluer les progrès réalisés, car l'audit le plus récent portait sur la période allant de 2022 au début de l'année 2023, sous le mandat de l'administration précédente.
- La mise en œuvre réussie des dispositions révisées du régime de retraite, la collecte régulière des cotisations obligatoires et l'identification de sources de financement supplémentaires seront essentielles pour relever les défis hérités du passé et améliorer la pérennité à long terme du régime.



Gestion, administration et conformité du régime

- Depuis la publication du dernier rapport en 2024, le Nigeria a accueilli un nouvel évêque, qui a également nommé de nouveaux responsables des régimes de retraite dans chacune des cinq conférences annuelles. Ces changements de leadership ont donné un nouvel élan aux efforts visant à mettre en place un régime de retraite plus viable et ont démontré une ferme volonté de comprendre et de relever les défis de longue date auxquels ce régime est confronté. Même s'il reste encore beaucoup à faire, on constate clairement une volonté de renforcer la gouvernance, d'améliorer les procédures administratives et de mettre en place des contrôles appropriés.
- Wespath se félicite de la collaboration continue avec les responsables du régime de retraite du Nigeria, notamment dans le cadre de réunions virtuelles mensuelles régulières visant à faire progresser la gestion du régime, à évaluer les défis et à identifier les possibilités d'amélioration.
- Les responsables de la conférence ont travaillé avec diligence afin de mieux cerner les besoins financiers et administratifs du régime. Les efforts ont consisté à effectuer des recherches dans les dossiers relatifs aux cotisations historiques, à identifier les membres du clergé ayant quitté l'UMC, à mettre à jour des dispositions relatives au régime de retraite et à renforcer les pratiques en matière de gestion des données et de tenue des dossiers des membres du clergé.
- La conférence a adopté des dispositions révisées relatives au régime de retraite, destinées à améliorer la viabilité à long terme. Le régime mis à jour prévoit des cotisations obligatoires équivalentes à 7,5 % de la rémunération, tant de la part des membres du clergé en activité que des églises/employeurs, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux obligations de cotisations antérieures. Une application cohérente de ces dispositions sera essentielle pour améliorer les niveaux de financement et garantir la viabilité globale du régime de retraite.



Le révérend Jonah T. Madugu (quatrième à partir de la droite) et d'autres bénéficiaires de pension se sont réunis en décembre 2025.

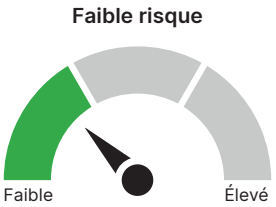
Le révérend Jonah T. Madugu et d'autres bénéficiaires de pension

(Nigeria, Conférence régionale d'Afrique de l'Ouest)

Le soir de Noël 2025, neuf bénéficiaires du programme CPS au Nigeria ont reçu leurs prestations de retraite. À la réception des notifications bancaires, les destinataires ont réagi avec émotion et gratitude. Le révérend Jonah T. Madugu, à la retraite, s'est remémoré ce moment : « C'est un miracle, car nous avions perdu tout espoir. »



Philippines
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 52,4 %

- Le Programme de retraite et de pension des membres du clergé (Philippines Clergy Retirement and Pension Program, CRPP) des Philippines conserve une situation financière relativement solide, notamment par rapport à plusieurs autres régimes de retraite dans les conférences régionales situées en dehors des États-Unis. Les prévisions de trésorerie n'indiquent aucun déficit prévu au cours des 15 prochaines années, à condition que les cotisations et le financement provenant du programme CPS se maintiennent aux niveaux prévus.
- Les actifs du régime, tels qu'ils ressortent de la dernière évaluation actuarielle, s'élevaient à environ 3 millions USD, ce qui représente 52,4 % des passifs accumulés, qui s'élevaient à 5,6 millions USD. Cela souligne la nécessité de poursuivre un financement rigoureux et de veiller à la collecte des cotisations. Cependant, si l'on tient compte des cotisations futures prévues et du financement du CPS, le taux de capitalisation global s'élève à près de 84 %, ce qui indique un financement de plus en plus adéquat au fil du temps.
- Les récentes évolutions en matière de répartition d'actifs reflètent un compromis entre la préservation du capital et les perspectives de rendement à long terme. Les ajustements visant à réduire l'exposition à la volatilité des marchés peuvent offrir une protection contre le risque de baisse, mais ils pourraient également limiter le potentiel de rendement à long terme nécessaire pour atteindre les objectifs de financement.
- Outre les cotisations versées par l'église et le clergé, calculées sur la base de la rémunération, les responsables du Conseil des pensions ont mis en place des sources de financement supplémentaires qui ont contribué de manière positive au niveau de capitalisation du régime et à sa viabilité globale.

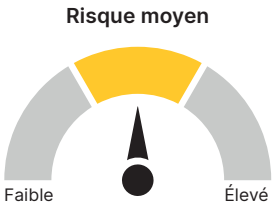


Gestion, administration et conformité du régime

- Le CRPP des Philippines figure parmi les régimes de retraite les mieux gérés et administrés au sein des conférences régionales en dehors des États-Unis. Un Conseil des pensions très impliqué, un leadership solide, notamment grâce à son président en poste depuis de nombreuses années, et un personnel compétent ont tous contribué à une administration efficace du régime et à des progrès constants dans sa gestion. Les responsables épiscopaux passés et présents ont également été de fervents défenseurs du régime de retraite.
- Le Conseil des pensions et ses dirigeants ont fait preuve d'une prise de décision rigoureuse et axée sur la viabilité, en exerçant une surveillance prudente qui privilégie la viabilité financière à long terme plutôt que de céder aux pressions à court terme visant à augmenter les prestations à des niveaux potentiellement non viables. La seule augmentation des prestations prévue par le régime n'a été approuvée qu'après qu'une analyse actuarielle et une analyse des flux de trésorerie minutieuse eurent démontré qu'elle était viable.
- La gestion du régime se caractérise par des pratiques rigoureuses en matière de comptabilité et de tenue des registres. Malgré la taille du régime et le nombre important de membres du clergé en activité et de retraités, les données relatives aux participants sont systématiquement à jour et, pour l'essentiel, complètes. Les dispositions du régime sont appliquées de manière cohérente et respectées, et le Conseil des pensions les met périodiquement à jour afin de répondre aux besoins et circonstances en évolution.



Sierra Leone
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 1,6 %

- Le régime de retraite de la Sierra Leone a connu d'importantes difficultés financières, en partie en raison d'un accord conclu il y a environ 12 ans avec le Fonds national de sécurité sociale et d'assurance (National Social Security and Insurance Trust, NASSIT) du gouvernement, en vertu duquel toutes les cotisations de l'église et des membres du clergé ont été redirigées vers le NASSIT jusqu'à ce que les participants atteignent l'âge de 60 ans. Cet accord a limité la capacité du régime à constituer des réserves de retraite.
- D'après la dernière évaluation actuarielle, le régime présente des passifs accumulés d'environ 979 000 USD et des actifs d'environ 15 000 USD, ce qui se traduit par un taux de capitalisation de 1,6 %.
- Les prévisions de trésorerie indiquent que les réserves existantes et le soutien du CPS ne suffisent déjà plus à couvrir les engagements annuels en matière de retraite, ce qui oblige la conférence annuelle à trouver des financements supplémentaires auprès d'autres sources au sein de la région épiscopale.



Gestion, administration et conformité du régime

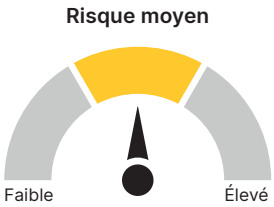
- À la suite des discussions menées avec Wespath à partir de 2021, le régime a été modifié afin d'exiger des cotisations de 5 % tant de la part des membres du clergé que des églises, en plus de la participation au NASSIT. La mise en œuvre continue de ces dispositions, ainsi que l'identification de sources de financement supplémentaires, seront essentielles pour renforcer la viabilité financière.
- Wespath a noué des liens avec les responsables du régime de retraite de la Sierra Leone en participant au Forum sur les retraites de 2025 à Manille et en effectuant une visite sur place à Freetown début 2026, au cours de laquelle ont eu lieu des réunions avec l'évêque, des représentants du Conseil des pensions et des retraités. Ces engagements ont mis en évidence l'importance de mettre en place un Conseil des pensions pleinement opérationnel et de relever les défis liés à la transition après le départ de la direction précédente. En août 2026, l'équipe du CPS a été heureuse d'apprendre que le Conseil des pensions avait été créé, qu'il fonctionnait pleinement et se réunissait régulièrement, et que le service des retraites avait réussi à résoudre une grande partie des problèmes liés aux dossiers antérieurs.
- Les échanges avec les retraités ont mis en évidence la nécessité de renforcer l'éducation et la communication auprès des participants dans l'ensemble de la conférence, notamment en ce qui concerne les obligations en matière de cotisations et le lien entre les prestations versées par le régime de retraite et le NASSIT.

Le personnel de Wespath s'entretient tant avec les responsables des régimes de retraite qu'avec les bénéficiaires de la Conférence annuelle de la Sierra Leone, à Freetown, en Sierra Leone, afin de renforcer les partenariats et d'améliorer la compréhension du régime de retraite local.





Afrique du Sud
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 28,4 %

- La dernière évaluation actuarielle fait état d'un déficit de financement, avec des passifs accumulés s'élevant à près de 72 000 USD et des actifs du régime d'un peu plus de 20 000 USD. Cependant, les prévisions de trésorerie n'indiquent aucun déficit prévu au cours des 15 prochaines années, en supposant que les actifs existants généreraient les revenus d'investissement escomptés et que le soutien du CPS se maintiendrait à son niveau actuel.
- Dans la pratique, le régime de retraite d'Afrique du Sud s'est efforcé de percevoir des cotisations mensuelles fixes et identiques de 250 rands auprès de chaque église et de chaque membre du clergé, plutôt que les cotisations correspondant à 4 % de la rémunération prévues dans le régime initial. Nous comprenons que cette évolution, qui s'éloigne des cotisations liées à la rémunération, s'explique par le manque de fiabilité des déclarations relatives à la rémunération des pasteurs et des paroisses, peut-être dans le but de réduire au minimum les charges salariales telles que les cotisations de retraite. À condition qu'elle ait été approuvée par les voies appropriées, cette modalité de cotisation devrait être officiellement inscrite dans le règlement du régime de retraite d'Afrique du Sud, si ce n'est pas déjà le cas.
- En raison de la baisse du nombre de participants à un régime qui comptait déjà peu d'adhérents, les fonds du CPS à eux seuls (s'ils sont maintenus à leur niveau actuel) pourraient potentiellement couvrir les engagements de retraite de l'Afrique du Sud à long terme, même en l'absence de cotisations de l'église et des membres du clergé. Ce n'est pas là l'objectif du programme CPS, car tous les régimes pris en charge par ce dernier sont des régimes par cotisations, dans lesquels les cotisations de l'église et des membres du clergé sont fixées.
- Plusieurs pasteurs et églises d'Afrique du Sud (principalement les congrégations zimbabwéennes généralement dirigées par des membres du clergé originaires du Zimbabwe) ne participeraient pas au régime de retraite. Wespath encourage les actions de sensibilisation visant à intégrer ces groupes dans le régime. Si ceux-ci sont inclus, les taux ou montants de cotisation, les formules et montants des prestations, ainsi que, le cas échéant, le financement du CPS, devront peut-être être réexaminés et ajustés afin d'assurer la viabilité à long terme du régime.

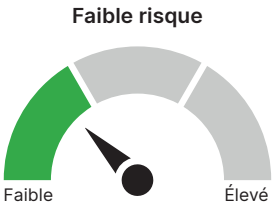


Gestion, administration et conformité du régime *(risque accru par rapport à 2024)*

- La nomination d'un nouveau responsable des régimes de retraite, associée à un leadership solide et engagé de la part du président du Conseil des pensions, a permis d'améliorer la communication avec Wespath et de faciliter l'accès au personnel et aux informations. Wespath se réjouit de ce partenariat et espère qu'il continuera à se développer.
- Comme indiqué ci-dessus, Wespath encourage la prise de contact avec les pasteurs d'Afrique du Sud qui ne participent pas actuellement au régime de retraite. Les anciens membres du clergé du Zimbabwe exerçant désormais en Afrique du Sud ne cumulent plus de prestations au titre du régime de retraite de l'UMC du Zimbabwe et risquent donc de se retrouver avec un revenu de retraite insuffisant s'ils ne s'affilient pas au régime d'Afrique du Sud.
- Le nouveau responsable des régimes de retraite a hérité de plusieurs défis administratifs et liés à la transition, notamment un compte bancaire inactif et des difficultés d'accès à la comptabilité et aux dossiers des participants. Le problème lié aux comptes bancaires a également eu des répercussions sur la capacité à verser les fonds du CPS destinés au versement des pensions ou au soutien administratif.
- Par ailleurs, le président du Conseil des pensions s'est employé, de manière louable, à recruter de nouveaux membres actifs au sein du Conseil. Un conseil d'administration qui fonctionne bien est essentiel pour la gouvernance, la pérennité et le soutien apporté au travail du responsable des régimes de retraite.



Zimbabwe
Résumé des risques généraux du régime





Financement du régime et situation financière | Taux de capitalisation : 12,6 %

- Comme l'indique le rapport de 2024, le régime de retraite du Zimbabwe est désormais considéré comme un régime complémentaire, la région épiscopale finançant un régime à cotisations définies en tant que programme de retraite principal. Le régime de retraite a été de fait gelé, et aucun nouveau participant n'y est admis.
- Wespath, en collaboration avec les responsables des régimes de retraite du Zimbabwe, a organisé le financement du CPS de manière à ce qu'il corresponde aux obligations annuelles de versement des pensions. En conséquence, les prévisions de trésorerie ne font apparaître aucun déficit prévu au cours des 15 prochaines années et au-delà.
- S'agissant d'un régime fermé, le nombre de participants continuera de diminuer au fil du temps, ce qui entraînera une réduction proportionnelle des passifs à long terme.



Gestion, administration et conformité du régime

- Les responsables du Zimbabwe ont fait preuve d'une grande efficacité administrative, notamment en s'appuyant sur une expertise externe par l'intermédiaire de Fidelity Life Assurance of Zimbabwe, qui apporte son soutien à la gestion des prestations, en particulier pour le régime à cotisations définies.
- La mise en place du versement électronique des pensions a constitué une amélioration opérationnelle significative, qui a renforcé l'efficacité et la fiabilité pour les retraités et les bénéficiaires.
- La région épiscopale du Zimbabwe dispose d'un Conseil des pensions hautement compétent et engagé, doté d'une solide expertise dans les domaines des prestations, des finances et des investissements. Le Conseil des pensions est dirigé par un président expérimenté et travaille en étroite collaboration avec le responsable des régimes de retraite afin de garantir une bonne gouvernance et une supervision efficace.



La chapelle Kwang Lim de l'Université d'Afrique au Zimbabwe.

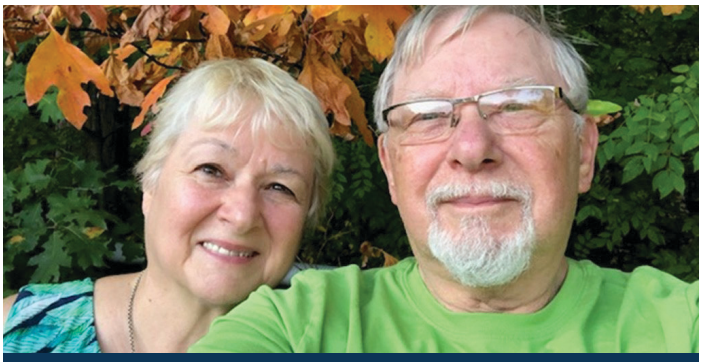
L’engagement et la générosité des donateurs du CPS

Le programme CPS est porté par un esprit de générosité qui imprègne l’ensemble de la connexion méthodiste unie à l’échelle mondiale. Grâce au soutien indéfectible de particuliers et d’organisations, le CPS continue d’apporter une aide précieuse en matière de retraite aux membres du clergé et à leurs familles à travers l’Afrique, les Philippines et l’Europe. Derrière chaque contribution se cache une histoire marquée par la gratitude, la compassion et un engagement profond à prendre soin des personnes au service des autres.

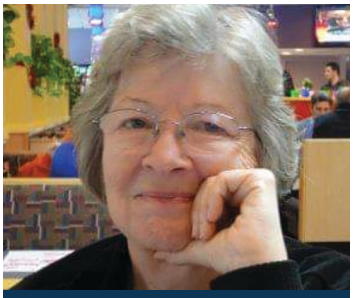
Nous avons récemment pris contact avec plusieurs donateurs dont la vie et l’engagement pastoral reflètent cette vocation commune. Leurs témoignages vous permettent de découvrir le cœur qui anime la générosité qui alimente ce travail.

Pour le révérend Pete Crawford et son épouse Kay, soutenir le CPS n’est qu’un prolongement des valeurs qui ont façonné leur vie. Le révérend Crawford, qui a consacré une grande partie de son ministère au service des paroisses du Michigan, a trouvé un sens à sa vie en répondant aux besoins immédiats d’autrui et en tissant des liens entre les communautés. À la retraite, ce sentiment de vocation s’est poursuivi à travers son activité d’aumônier en soins palliatifs, son engagement à temps partiel au sein de la paroisse et son ministère auprès des détenus.

Kay a joué un rôle déterminant dans l’orientation de leur soutien au CPS. S’appuyant sur les Écritures, elle a déclaré : « Si vous voyez un besoin, ne vous contentez pas de paroles : agissez concrètement. » Reconnaissants de la stabilité que leur ont procurée leurs propres prestations de retraite et de couverture santé, les Crawford considèrent leurs dons comme un moyen de partager ces bénédictions avec leur prochain. Comme l’a déclaré le révérend Crawford : « Nous sommes reconnaissants de pouvoir, à notre humble mesure, apporter un soutien aux personnes qui mènent concrètement l’œuvre pastorale à travers le monde. »



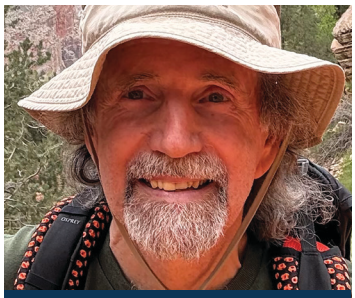
Le révérend Pete Crawford et son épouse, Kay.



La révérende Carol Tuck

Le parcours de la révérende Carol Tuck, donatrice, vers le ministère et son soutien au CPS trouve ses racines dans un engagement de toute une vie en faveur de la foi, de la justice et du service empreint de compassion. Depuis ses débuts dans l’Indiana jusqu’à ses décennies de ministère pastoral dans l’Illinois et au Nouveau-Mexique, son ministère s’est caractérisé par sa présence tant dans les moments ordinaires que dans les moments extraordinaires : accompagner les familles dans les moments de crise, guider les paroisses dans les épreuves et créer un espace propice à des connexions authentiques.

Aujourd’hui à la retraite, la révérende Carol continue de s’investir au sein de sa communauté tout en faisant preuve de générosité à l’échelle mondiale. Pour elle, soutenir le CPS est une manière de rendre hommage aux réalités communes du ministère à travers les cultures. « Même si nos contextes diffèrent, le travail est sacré », a-t-elle déclaré. « Je suis reconnaissante de pouvoir vous soutenir. » Ses dons témoignent d’un profond sens de la solidarité et de la prise de conscience que ceux qui sont au service des autres aux quatre coins du monde sont unis par une même vocation.



Le révérend Ben Williams

Le révérend Ben Williams, donateur du CPS, aborde le don avec un sentiment de gratitude et une vision similaire. Après 37 années de ministère et plusieurs années de retraite active, sa vie reste axée sur le dévouement, qu’il s’agisse de prêcher et de jouer de la musique dans un centre d’accueil local, d’animer des études bibliques ou de venir en aide à sa communauté au sens large. Sa vision du monde s’est forgée très tôt grâce à son travail de missionnaire, qui lui a permis de prendre conscience des besoins et des connexions qui existent au-delà des frontières.

Pour le révérend Ben, le soutien au CPS est étroitement lié à la prise de conscience de la situation. Cette prise de conscience l’a conduit à faire des dons de manière délibérée, tant à partir de ses revenus de retraite que, plus récemment, en cherchant des moyens de contribuer grâce à la croissance de ses placements.

Au fond, il considère que ses dons sont une manifestation concrète de sa bienveillance : « J'espère que les personnes qui bénéficient d'un soutien savent qu'on ne les oublie pas et que leur service est apprécié. » Selon ses propres termes, les donateurs peuvent refléter « le cœur de Dieu » en rendant cette bienveillance visible.

Ces donateurs ne représentent que quelques-unes des nombreuses personnes dont la générosité contribue à renforcer le programme CPS. Ensemble, ils illustrent une vérité forte : lorsque la communauté de l'UMC s'unit autour d'un objectif commun, elle exerce un impact durable qui dépasse largement les frontières géographiques.

Envisagez de faire un don au CPS

Grâce à une générosité continue, le CPS reste non seulement une source de soutien financier, mais aussi une expression de gratitude, de solidarité et d'espoir, garantissant ainsi que les personnes qui ont fidèlement été au service des autres bénéficient d'une prise en charge, quel que soit l'endroit où leur ministère les a conduites.



« Nous sommes vraiment reconnaissants envers le programme CPS. Il nous permet de mettre de la nourriture sur notre table. Sans lui, nous n'aurions rien à manger. »

- Marcelina Luciano, Angola oriental, Conférence régionale d'Afrique australe

Cliquez ici ou scannez le code QR pour en savoir plus.

Regard vers l'avenir

Le programme CPS continue de répondre aux besoins financiers de ceux qui sont au service des autres dans le monde entier, tout en incarnant l'esprit de mission mondiale et de solidarité au sein de l'UMC. Grâce à des forums, à des visites en personne et à un engagement continu, les équipes de Wespath et du CPS ont approfondi leur compréhension des différents défis rencontrés dans les différentes régions et sont désormais mieux à même d'apporter des réponses adaptées à l'évolution des besoins. La pérennité du succès du programme repose sur sa capacité à s'adapter à l'évolution des conditions en matière de gestion des retraites et de conformité, grâce à des audits réguliers, à une planification stratégique et à une collaboration étroite avec les responsables régionaux.

À l'avenir, une gouvernance proactive des régimes de retraite restera essentielle pour maintenir et renforcer l'impact du CPS. Wespath continue de se concentrer sur le renforcement de la stabilité financière de chaque régime et veille à ce que les retraités et leurs bénéficiaires reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit grâce à une vie entière de service.

Plusieurs évolutions majeures illustrent la manière dont le CPS contribue activement à façonner l'avenir des prestations de retraite au sein de l'Église Méthodiste Unie :

- **Étude de la possibilité de rétablir le système de retraite en Ukraine.** Wespath a entamé des discussions avec les responsables de l'Église Méthodiste Unie concernant les pistes à explorer pour remettre en place un régime de retraite suite au transfert de l'Ukraine vers la circonscription épiscopale nordique et balte et à la fin de la participation de l'Ukraine au régime de retraite d'Eurasie. La guerre qui fait rage et les perturbations qui en découlent ont ajouté une complexité supplémentaire à cet effort. En collaboration avec les responsables épiscopaux en Europe du Nord et les responsables en Ukraine, Wespath étudie des approches durables visant à restaurer ce soutien essentiel. Au-delà de sa dimension financière, cette initiative témoigne d'un engagement plus large à se tenir aux côtés des membres du clergé et des agents pastoraux en période de crise et de relance.

- **Poursuite de la transition vers le versement électronique des pensions en Afrique et dans d'autres régions.** L'adoption de plateformes numériques, notamment les services de paiement mobile, améliore la fiabilité, la sécurité et la transparence du versement des prestations. Ces systèmes permettent non seulement d'améliorer l'efficacité administrative, mais aussi de garantir que les retraités (qui vivent souvent dans des zones isolées ou mal desservies) puissent bénéficier de leurs prestations de manière plus régulière et dans de meilleures conditions de dignité.
- **Une opportunité croissante permettant de faire bénéficier les membres du clergé et les agents pastoraux des régimes de retraite ou de sécurité sociale nationaux financés par l'État.** Dans de nombreux pays, ces systèmes offrent désormais des solutions à long terme plus stables et plus durables que celles qui existaient auparavant, lors du lancement du programme CPS. Wespath étudie activement la manière dont les conférences pourraient s'associer à de tels programmes afin de compléter ou d'améliorer les régimes de retraite existants. Ces efforts témoignent d'un engagement constant à identifier les moyens les plus efficaces et les plus durables d'assurer un soutien à la retraite aux personnes qui ont fidèlement été au service des autres.

Alors que le CPS continue d'évoluer, ces développements soulignent un principe plus général : la pérennité des régimes de retraite nécessite à la fois innovation et collaboration. En restant ouverts à de nouvelles approches et en s'adaptant à l'évolution de la situation, Wespath et ses partenaires s'efforcent de renforcer les perspectives à long terme des régimes de retraite à l'échelle mondiale. Alors que nous traversons ces changements, Wespath reste déterminée à fournir régulièrement des informations à la communauté de l'UMC par le biais de communications écrites, notamment des actualités générales, une lettre d'information semestrielle du CPS, des résumés directs des régimes à l'intention des promoteurs de régimes (notamment les évêques, les responsables des régimes de retraite et d'autres responsables des régimes de retraite principaux dans la région) ainsi que le rapport biennal sur la situation générale du programme CPS.

Alors que nous nous tournons vers l'avenir, l'engagement de Wespath en faveur du bien-être des personnes qu'elle sert reste inébranlable. Grâce au soutien constant de la communauté méthodiste unie et à la direction des conférences régionales, le programme CPS est bien placé pour relever les défis futurs et rester une source essentielle de soutien pour les membres du clergé et leurs familles dans le monde entier.



Le révérend Oleg Starodubets, surintendant de district de la Conférence annuelle provisoire d'Ukraine et de Moldavie, lors d'une réunion virtuelle avec l'équipe du CPS.



Le paiement mobile fait l'objet d'une promotion active dans toute l'Afrique, et des panneaux comme celui-ci sont visibles partout dans la région.



Ross Lundstrom, Frederick Hyland et Thomas Kemper (consultant du CPS) de Wespath assistent à la réunion du Conseil des pensions au Libéria en mars 2026.

Wespath

1901 Chestnut Ave.
Glenview, IL 60025-1604, États-Unis
wespath.org

Communiquez avec nous :

linkedin.com/company/wespath
instagram.com/wespathofficial
facebook.com/wespath
youtube.com/@Wespath

6197 F/101226